

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2972

29 octobre 2015

SOMMAIRE

AB Commercial Real Estate Debt Investor S.A.	Norama Fund GP S.à r.l.	142613
.....142636	Normills S.A.	142621
Carmosina S.à r.l.	North Atlantic Investors S.à r.l.	142613
.....142648	Nuadi Holdings S.à r.l.	142611
Carmosina S.à r.l.	Nuadi Holdings S.à r.l.	142614
.....142649	Nuadi S.à r.l.	142612
Cavernet S.à r.l.	Nucap Lux Finco S.à r.l.	142614
.....142649	Nucap Lux Finco S.à r.l.	142615
Centralis Group S.A.	O-Mega Finance S.A.	142621
.....142649	Patron Reform C.E. Servicing S.à r.l.	142613
Ethalia	Patron Reform C.E. Servicing S.à r.l.	142656
.....142622	Pierard Logistique	142616
Fourteen Quince S.à r.l.	Property Project Investment S.A.	142656
.....142615	R.A. Investment Management S.à r.l.	142656
Kali Plus S.A.	Re:Newcell Lux S.à r.l.	142621
.....142648	Socrates S.à r.l.	142622
Labelle S.A.	Sothic Capital European Opportunities Loan	
.....142649	Fund S.à r.l.	142635
MCCI S.à r.l.	SteelXpert S.à r.l.	142635
.....142610	Storm Fund	142648
MENA Data Holding S.à r.l.	StubHub Europe S.à r.l.	142648
.....142610	T Alpha S.à r.l.	142610
Metcafe International	Trafigura Holdings S.à r.l.	142614
.....142610	Unit Investments S.A., SPF	142617
Migdal S.à r.l.		
.....142611		
Mindgate S.A.		
.....142611		
MIRco S.à r.l.		
.....142611		
MOGEBA, Light and Sound S.à r.l.		
.....142612		
MRC Development Company S.à r.l.		
.....142612		
Musel Fee Sàrl		
.....142612		
Nako FX s.à r.l.		
.....142615		
Nemset S.A.		
.....142616		
Neop Investment S.à r.l.		
.....142613		
Nimbus IT S.à r.l.		
.....142616		
N.L.C.-Invest S.A.		
.....142617		
Nomis Invest S.à r.l.		
.....142621		

MCCI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-1950 Luxembourg, 14, rue Auguste Lumière.

R.C.S. Luxembourg B 186.209.

Par résolutions prises en date du 24 août 2015, les associés de MCCI S.à r.l. ont décidé de nommer Monsieur Efisio Mura, né le 4 mars 1984 à Cagliari (Italie), ayant son adresse professionnelle au 14, rue Auguste Lumière, L-1950 Luxembourg, comme gérant de catégorie A de la société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 août 2015.

Référence de publication: 2015152346/13.

(150167042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

MENA Data Holding S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.408.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015152348/9.

(150167396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Metcafe International, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 181.828.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2015152352/10.

(150167181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

T Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 108.188.339,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 140.552.

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 10 septembre 2015, qu'il a été décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Fabian Sires en tant que gérant de la Société avec effet immédiat au 19 août 2015;
- de nommer en remplacement du gérant démissionnaire avec effet immédiat au 10 septembre 2015 et pour une durée illimitée, Monsieur Fabrice Mas, né le 24 avril 1979 à Meaux, France, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant que gérant; et

- de confirmer que le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

- * Monsieur Cedric B. Stebel, gérant;
- * Monsieur Graeme Stening, gérant; et
- * Monsieur Fabrice Mas, gérant.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Pour la Société

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015152533/22.

(150167475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Migdal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 153.544.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015152355/10.

(150166663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Mindgate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 3, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 113.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 11/09/2015.

Référence de publication: 2015152356/10.

(150167293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

MIRco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3321 Berchem, 10, rue de la Montée.

R.C.S. Luxembourg B 197.566.

EXTRAIT

Suite à la décision de l'associé unique en date du 25 août 2015, Madame Leyla KARIMOVA, employée privée, née le 19 Février 1972, à Alger (Algérie) demeurant au 10, rue de la Montée, L-3321 Berchem a été nommée gérante unique en remplacement du gérant unique sortant Monsieur Fuad MIR-MOVSUMOV, né le 19 février 1976, à Bakou (Azerbaïdjan), qui a démissionné de cette fonction le 24 août 2015.

Madame Leyla KARIMOVA pourra engager la société par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2015.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015152357/16.

(150166863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nuadi Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.466.

En date du 03 septembre 2015, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de monsieur Johannes Laurens de Zwart, de son poste de gérant avec effet au 14 août 2015;

- Nomination de madame Andrea Smekalova, née à Trencin, Slovaquie, le 10 octobre 1984, ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant avec effet au 15 août 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuadi Holdings S.à r.l.
TMF Luxembourg S.A.
Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015152370/18.

(150166962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

MOGEBÀ, Light and Sound S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4917 Bascharage, rue de la Continentale.

R.C.S. Luxembourg B 56.202.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 11 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152358/10.

(150167455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

MRC Development Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 107.636.

EXTRAIT

Avec effet au 7 septembre 2015, la société CAPITA FIDUCIARY S.A., ayant son siège social au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a dénoncé le domicile établi au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg de la société anonyme MRC DEVELOPMENT COMPANY S.à r.l., enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B107.636.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2015.

CAPITA FIDUCIARY S.A.

Signatures

Le domiciliataire

Référence de publication: 2015152361/16.

(150166798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Musel Fee Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5429 Hettermillen, 3, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 162.920.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 11/09/2015.

Référence de publication: 2015152363/10.

(150167292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nuadi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.012.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.456.

En date du 03 septembre 2015, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de monsieur Johannes Laurens de Zwart, de son poste de gérant avec effet au 14 août 2015;

- Nomination de madame Andrea Smekalova, née à Trencin, Slovaquie, le 10 octobre 1984, ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant avec effet au 15 août 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuadi S.à r.l.
TMF Luxembourg
Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015152372/18.

(150166963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Neop Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 184.867.

Résolutions prises par le Conseil de gérance de Neop Investment S.à r.l. avec effet du 7 juillet 2015

Avec effet du 7 juillet 2015, le conseil de gérance a adopté la résolution suivante:

1. Transfert du siège social de la société au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet immédiat.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015152364/13.

(150166841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Norama Fund GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 158.638.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 10 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152367/10.

(150166667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

North Atlantic Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 181.595.

Il résulte des résolutions de l'Actionnaire unique de la Société en date du 05 août 2015, les décisions suivantes:

1. Démission de M. Juan Alvarez Hernandez, demeurant professionnellement au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B, avec effet au 5 août 2015.

2. Nomination de Mme. Michelle McAdams-Origer née le 21 avril 1975 à Berlin, Allemagne, demeurant professionnellement au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B, avec effet au 5 août 2015, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015152368/16.

(150167086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Patron Reform C.E. Servicing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: PLN 59.500,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 100.714.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenu à Luxembourg le 30 juillet 2015

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire tenu à Luxembourg en date du 30 juillet 2015 que:

1. La société a décidé de mettre fin avec effet immédiat au mandat de réviseur d'entreprises de Interaudit ayant son siège social au 37, rue des Scillas, L-2529 Howald.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2015152405/15.

(150166983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nuadi Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.466.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 Septembre 2015.

Nuadi Holdings S.à r.l.

Angeliki Alafi

Manager

Référence de publication: 2015152371/14.

(150167063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nucap Lux Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.523.

En date du 03 septembre 2015, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de monsieur Johannes Laurens de Zwart, de son poste de gérant avec effet au 14 août 2015;

- Nomination de madame Andrea Smekalova, née à Trencin, Slovaquie, le 10 octobre 1984, ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant avec effet au 15 août 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Nucap Lux Finco S.à r.l.

TMF Luxembourg

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015152374/18.

(150166965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Trafigura Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 33.547.705,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 39, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 161.805.

EXTRAIT

Lors de l'assemblée générale annuelle de l'associé unique en date du 3 juin 2015, l'associé unique a décidé d'adopter les résolutions suivantes:

1. Les mandats de Constance Collette et Christophe Gaul, en tant que gérants de catégorie B, ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 30 septembre 2015.

2. Les mandats de Mark Irwin et Robbert Maas, en tant que gérants de catégorie A, ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 30 septembre 2015.

3. La durée des mandats de Jozef van Leeuwen, Pierre Lorinet et Michael Wainwright, en tant que gérants de catégorie A, initialement indéterminée, a été amendée afin d'arriver à échéance lors de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 30 septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015152551/22.

(150166972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nucap Lux Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.523.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 Septembre 2015.

Nucap Lux Finco S.à r.l.

Angeliki Alafi

Manager

Référence de publication: 2015152375/14.

(150167061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nako FX s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 25, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 170.586.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 11/09/2015.

Référence de publication: 2015152376/10.

(150167291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Fourteen Quince S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 197.357.

I. En date du 11 septembre 2015, l'associé unique Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a cédé la totalité de ses 12.500 parts sociales de la manière suivante:

- 7.500 parts sociales, à Apax Partners MidMarket S.A.S. agissant en sa qualité de société de gestion de Apax France VIII-A, avec siège social au 1, rue Paul Cézanne, 75008 Paris, France, qui les acquiert;

- 5.000 parts sociales, à Apax Partners MidMarket S.A.S. agissant en sa qualité de société de gestion de Apax France VIII-B, avec siège social au 1, rue Paul Cézanne, 75008 Paris, France, qui les acquiert;

En conséquence, les associés de la société sont les suivants:

- Apax Partners MidMarket S.A.S. agissant en sa qualité de société de gestion de Apax France VIII-A, précité, avec 7.500 parts sociales

- Apax Partners MidMarket S.A.S. agissant en sa qualité de société de gestion de Apax France VIII-B, précité, avec 5.000 parts sociales.

II. Par résolutions prises en date du 11 septembre 2015, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Philippe Leclercq, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Nomination de Thomas Le Bastart de Villeneuve, avec adresse professionnelle au 1, rue Paul Cézanne, 75008 Paris, France, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

3. Acceptation de la démission de Christophe Davezac, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

4. Acceptation de la démission de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152815/30.

(150167913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Nemset S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 70.156.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par le liquidateur de la Société en date du 4 septembre 2015 que:

Maître Andreas KOMNINOS, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2550 Luxembourg, 108, Avenue du X Septembre,

A été nommée en qualité d'agent dépositaire des actions et titres représentatifs d'actions au porteur émises par la Société, conformément à la loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014, entrée en vigueur le 18 août 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015152378/17.

(150167436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nimbus IT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8530 Ell, 5, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 136.295.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 11/09/2015.

Référence de publication: 2015152379/10.

(150167318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Pierard Logistique, Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombas, 5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 119.794.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} juillet 2015

Le point n° 1. est abordé:

A l'unanimité, l'assemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur PIERARD Fredy, demeurant à B-6953 FORRIERES 18 Rue de l'Aunée, pour une durée de 3 ans.

Le point n° 2. est abordé:

A l'unanimité, l'assemblée générale décide de renouveler les mandats de ses administrateurs, Messieurs PIERARD Fredy, demeurant à B-6953 FORRIERES 18 Rue de l'Aunée, PIERARD Jean-François, demeurant à B-6952 GRUNE 26 Rue du Moustier et BEURLET Francis, demeurant à B-6953 FORRIERES 26B Rue des Alliés, pour une durée de 3 ans.

Le point n° 3. est abordé:

A l'unanimité, l'assemblée générale décide de démissionner Madame PHILIPIN Isabelle de son poste de commissaire aux comptes.

Le point n° 4. est abordé:

A l'unanimité, l'assemblée générale décide de nommer Madame LIBERT Simone, demeurant à B-6953 FORRIERES 18 Rue de l'Aunée, au poste de commissaire aux comptes pour une durée de 3 ans.

Le point n° 5. est abordé:

Néant

Le secrétaire fera le nécessaire en vue de publication de la présente assemblée générale extraordinaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 14 heures 30 minutes.

PIERARD Fredy / PIERARD Jean-François / PIERARD Alain

Le Président / Le secrétaire / Le scrutateur

Référence de publication: 2015152424/27.

(150166945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

N.L.C.-Invest S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 56.457.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société tenue en date du 17 août 2015 que:

1- Le mandat des administrateurs suivants a été renouvelé et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015:

- Monsieur Rémy Demesse, en tant qu'administrateur;
- Monsieur Olivier Liégeois, en tant qu'administrateur;
- Monsieur Bruno Beernaerts, en tant qu'administrateur.

2- Le mandat de Réviconsult S.à r.l., en tant que Commissaire de la Société, a été renouvelé et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, nous vous informons du changement d'adresse de Monsieur Bruno Beernaerts, qui est dorénavant 28, rue du Cimetière, L-8824 Perlé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152381/21.

(150167444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Unit Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 30.253.

—
In the year two thousand and fifteen, the twenty-first day of August,

Before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of UNIT INVESTMENTS S.A., SPF, a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 44, Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 30.253 (the Company).

The Company was incorporated on 15 March 1989 pursuant to a notarial deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 215 of 7 August 1989. The articles of incorporation of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary dated 21st May 2015, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1921 of 30th July 2015.

The Meeting is chaired by Mr Paul Weber, lawyer, professionally residing in Luxembourg (the Chairman). The Chairman appoints Ms Cheryl Geschwind, private employee, professionally residing in Luxembourg, as secretary of the Meeting (the Secretary). The Meeting elects Ms Sandy Mammola, professionally residing in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The shareholders of the Company (the Shareholders and each a Shareholder) represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the proxyholder of the Shareholders, the members of the Bureau and the undersigned notary.

The proxies from the Shareholders represented at the Meeting, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the Shareholders, the members of the Bureau and the undersigned notary, shall also remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

(1) The agenda of the Meeting is as follows:

(a) Amendment of the corporate objects of the Company by adding the following paragraph as new third paragraph of article 4 of the Articles: "The Company may, for as long as it is necessary or useful to facilitate the performance of its

corporate objects, borrow in any form and enter into any type of loan agreement. It may also issue notes, bonds, certificates and any other kind of debt securities.”, so that article 4 of the Articles reads now as follows:

“ **Art. 4. Corporate objects.** The sole object of the Company, to the exclusion of any commercial activity, is the acquisition, holding, management and disposal of financial instruments within the meaning of the SPF Law and cash and assets of any kind held in a bank account.

Eligible financial instruments are to be understood as (a) all securities and other instruments, including, but not limited to, shares in companies and other instruments comparable to shares in companies, participations in companies and units in collective investment undertakings, bonds and other forms of debt instruments, certificates of deposit, loan notes and payment instruments; (b) securities which give the right to acquire shares, bonds or other instruments by subscription, purchase or exchange; (c) term financial instruments and instruments giving rise to a cash settlement (excluding instruments of payment), including money market instruments; (d) all other instruments evidencing ownership rights, claim rights or securities; (e) all other instruments related to financial underlyings, indices, commodities, precious metals, produce, metals or merchandise, other goods or risks; (f) claims related to the items described in sub-paragraph a) to e) above or any rights pertaining to these items, whether these financial instruments are in physical form, dematerialised, transferable by book entry or delivery, bearer or registered, endorseable or not and regardless of their governing law.

The Company may, for as long as it is necessary or useful to facilitate the performance of its corporate objects, borrow in any form and enter into any type of loan agreement. It may also issue notes, bonds, certificates and any other kind of debt securities.

Generally speaking, the Company may implement any measure of surveillance or control and carry out any operation or transaction which it deems necessary or useful for the accomplishment and the development of its corporate object in the broadest manner possible, provided that the Company does not interfere in the management of the companies in which it holds participations, while remaining within the limits of the SPF Law regarding the "société de gestion de patrimoine familial".”; and

(b) Miscellaneous.

(2) It appears that the Shareholders, represented as stated above, waive any convening notice and consider themselves as duly convened and declare having perfect knowledge of the agenda, which has been communicated to them in advance.

(3) The Meeting is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda of the Meeting.

After deliberation, the Chairman submitted to the vote of the Meeting the following resolution:

Sole resolution

The Meeting unanimously resolves to amend the corporate objects of the Company by inserting a new third paragraph to article 4, so that article 4 now reads as follows:

“ **Art. 4. Corporate objects.** The sole object of the Company, to the exclusion of any commercial activity, is the acquisition, holding, management and disposal of financial instruments within the meaning of the SPF Law and cash and assets of any kind held in a bank account.

Eligible financial instruments are to be understood as (a) all securities and other instruments, including, but not limited to, shares in companies and other instruments comparable to shares in companies, participations in companies and units in collective investment undertakings, bonds and other forms of debt instruments, certificates of deposit, loan notes and payment instruments; (b) securities which give the right to acquire shares, bonds or other instruments by subscription, purchase or exchange; (c) term financial instruments and instruments giving rise to a cash settlement (excluding instruments of payment), including money market instruments; (d) all other instruments evidencing ownership rights, claim rights or securities; (e) all other instruments related to financial underlyings, indices, commodities, precious metals, produce, metals or merchandise, other goods or risks; (f) claims related to the items described in sub-paragraph a) to e) above or any rights pertaining to these items, whether these financial instruments are in physical form, dematerialised, transferable by book entry or delivery, bearer or registered, endorseable or not and regardless of their governing law.

The Company may, for as long as it is necessary or useful to facilitate the performance of its corporate objects, borrow in any form and enter into any type of loan agreement. It may also issue notes, bonds, debentures, certificates and any other kind of debt securities.

Generally speaking, the Company may implement any measure of surveillance or control and carry out any operation or transaction which it deems necessary or useful for the accomplishment and the development of its corporate object in the broadest manner possible, provided that the Company does not interfere in the management of the companies in which it holds participations, while remaining within the limits of the SPF Law regarding the "société de gestion de patrimoine familial".”

There being no further items, the meeting is closed.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately at EUR 1,500.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the proxyholder of the above appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing party, the Bureau of the meeting signed together with the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-et-unième jour du mois d'août,
Par devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de UNIT INVESTMENTS S.A., SPF, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois et ayant son siège social au 44, Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 30.253 (la Société).

La Société a été constituée le 15 mars 1989 conformément à un acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 215 du 7 août 1989. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 21 mai 2015 par un acte du notaire soussigné et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1921 du 30 juillet 2015.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Paul Weber, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg (le Président). Le Président nomme Madame Cheryl Geschwind, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en tant que secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).

L'Assemblée élit Mademoiselle Sandy Mammola, résidant professionnellement à Luxembourg, comme scrutatrice de l'Assemblée (la Scrutatrice). Le Président, le Secrétaire et la Scrutatrice sont collectivement désignés ci-après par le Bureau.

Les actionnaires de la Société (les Actionnaires et chacun l'Actionnaire) représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par le mandataire des Actionnaires, les membres du Bureau et le notaire instrumentaire.

La procuration des Actionnaires représentés à l'Assemblée, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de Actionnaires, les membres du Bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps aux autorités compétentes.

Le Bureau ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire de noter que:

(1) L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

(a) Modification de l'objet social de la Société par ajout du paragraphe suivant en tant que nouveau troisième paragraphe de l'article 4 des statuts de la Société (les Statuts): «La Société peut, aussi longtemps que cela s'avère nécessaire ou utile pour l'accomplissement de son objet social, emprunter sous quelque forme que ce soit et être partie à tout type de contrat de prêt. Elle peut procéder à l'émission de titres de créances, d'obligations, de certificats et d'autres titres de dette de toute sorte.», de sorte que l'article 4 des Statuts a dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4. Objet Social.** La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition d'instruments financiers au sens de la Loi SPF et d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instruments financiers éligibles, il convient d'entendre (a) l'ensemble des valeurs mobilières et autres titres, y compris et ce, de manière non limitative, les actions de sociétés et les autres titres assimilables à des actions de sociétés, les participations de sociétés et parts d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, titres obligataires et les instruments de paiement; (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange; (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire; (d) tous les autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des métaux précieux, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques; (f) les créances relatives aux éléments énumérés dans les sous-paragraphe a) à e) ci-dessus ou les droits se rapportant à ces éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, cessibles par inscription ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non et quel que soit le droit qui leur est applicable.

La Société peut, aussi longtemps que cela s'avère nécessaire ou utile pour l'accomplissement de son objet social, emprunter sous quelque forme que ce soit et être partie à tout type de contrat de prêt. Elle peut procéder à l'émission de titres de créances, d'obligations, de certificats et d'autres titres de dette de toute sorte.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile à l'accomplissement et au développement de son objet social de la

manière la plus large, à condition que la Société ne s'imisce pas dans la gestion de sociétés dans lesquelles elle détient des participations, tout en restant dans les limites de la Loi SPF relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial.»; et

(b) Divers.

(2) Les Actionnaires sont dûment représentés à l'Assemblée. L'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Actionnaires se considérant comme dûment convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

(3) L'Assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Après délibération, le Président a soumis au vote de l'Assemblée la résolution suivante:

Seule résolution

L'Assemblée décide de modifier l'objet social de la Société par ajout d'un nouveau troisième paragraphe à l'article 4 des Statuts, article qui doit dorénavant être lu comme suit:

« **Art. 4. Objet Social.** La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition d'instruments financiers au sens de la Loi SPF et d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instruments financiers éligibles, il convient d'entendre (a) l'ensemble des valeurs mobilières et autres titres, y compris et ce, de manière non limitative, les actions de sociétés et les autres titres assimilables à des actions de sociétés, les participations de sociétés et parts d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, titres obligataires et les instruments de paiement; (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange; (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire; (d) tous les autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des métaux précieux, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques; (f) les créances relatives aux éléments énumérés dans les sous-paragraphes a) à e) ci-dessus ou les droits se rapportant à ces éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, cessibles par inscription ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non et quel que soit le droit qui leur est applicable.

La Société peut, aussi longtemps que cela s'avère nécessaire ou utile pour l'accomplissement de son objet social, emprunter sous quelque forme que ce soit et être partie à tout type de contrat de prêt. Elle peut procéder à l'émission de titres de créances, d'obligations, de certificats et d'autres titres de dette de toute sorte.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile à l'accomplissement et au développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'imisce pas dans la gestion de sociétés dans lesquelles elle détient des participations, tout en restant dans les limites de la Loi SPF relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou pour lesquels elle est responsable, en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 1.500.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé en date des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite à la partie comparante, les membres du Bureau ont signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: P. WEBER, C. GESCHWIND, S. MAMMOLA et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 25 août 2015. 1LAC / 2015 / 27030. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Référence de publication: 2015153150/195.

(150168020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Nomis Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 150.240.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015152382/10.

(150166662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Normills S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 163.167.

Résolution prise par l'administrateur unique en date du 7 septembre 2015

L'administrateur unique décide de transférer le siège social de la société à compter du 10 septembre 2015, du 116, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, au 22 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour la société

Référence de publication: 2015152383/11.

(150166885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

O-Mega Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 79.712.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 10 septembre 2015

Il résulte des décisions prises par les Associés en date du 10 septembre 2015 que:

- Monsieur Onno Bouwmeister, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a démissionné de son poste d'administrateur de la société, avec date effective au 7 septembre 2015;

- Wilhelmus Jongman avec siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg a été élu au poste de gérant de la société en remplacement avec date effective au 7 septembre 2015. Ce mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015152385/18.

(150167107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Re:Newcell Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 168.946.

EXTRAIT

En date du 09.09.2015, l'Associé de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de Peter Lundin comme gérant A de la société avec effet au 1^{er} septembre 2015;
- Nomination au poste de gérant A de M. Eric-Jan van de Laar, né le 27 mars 1969 à Utrecht (Pays-Bas) et avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2015 et pour une durée indéterminée;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 09-09.2015....

Référence de publication: 2015152438/15.

(150167037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Socrates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 185.523.

Extrait des décisions prises par l'associé unique avec effet au 11 septembre 2015

1. Monsieur Etienne BIREN a démissionné de son mandat de gérant avec effet immédiat.

2. Monsieur Joel CÁRDENAS SAN MARTÍN, né à Bilbao (Espagne), le 3 mars 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Socrates S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015152489/16.

(150166937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Ethalia, Société Civile.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg E 5.585.

Minutes of the general meeting of shareholders of the Company held in Luxembourg on 2 April 2015

The meeting was called to order at 4.00 p.m. and was chaired by Maître Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appointed, Maître Caroline Pimpaud, lawyer, residing in Luxembourg, as secretary of the meeting.

The meeting elected as scrutineer Ms Jennifer Ferrand, legal manager, residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman recalled that the agenda of the meeting reads as follows:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-one United States dollars (USD 159,361.-) so as to raise it from its present amount of twenty United States dollars (USD 20.-) to an amount of one hundred fifty-nine thousand three hundred eighty-one United States dollars (USD 159,381.-).

2 To issue one hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-one (159,361) new shares with a nominal value of one United States dollars (USD 1 -) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscriptions for these new shares as well as payment in full for such new shares by a contributions in cash.

4 To approve the buy back of all the Company's shares other than the new shares to be issued according to the above and one (1) share held by AXA Private Equity Early Limited for a purchase price of one United States dollar (USD 1.-) per share.

5 To decrease the share capital of the Company by an amount of nineteen United States dollars (USD 19.-) so as to reduce it from its current amount of one hundred fifty-nine thousand three hundred eighty-one United States dollars (USD 159,381.-) to an amount of one hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-two United States dollars (USD 159 362 -) by cancellation of nineteen (19) shares, having a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each.

6 To amend the first paragraph of article 12 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital increase and the subsequent capital decrease.

(i) The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list, this attendance-list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present minutes,

(ii) The whole corporate capital is represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declare that they have been duly informed on all items of the above agenda prior to the meeting.

(iii) The present meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda, The statements made above by the Chairman are approved by the meeting.

The meeting then discussed all items of the agenda and unanimously adopted each of the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders unanimously resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-one United States dollars (USD 159,361.-) so as to raise it from its present amount of twenty United States dollars (USD 20.-) to an amount of one hundred fifty-nine thousand three hundred eighty-one United States dollars (USD 159,381.-).

Second resolution

The general meeting of shareholders unanimously resolved to issue one hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-one (159,361) new shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared:

Mr Guillaume AMPHOUX, born on 25 February 1986 in Boulogne-Billancourt (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“G.Amphoux”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Mr Cyril AUGER, born on 28 April 1975 in Mont Saint Aignan (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“C Auger”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Ms Virginie BARBIER ep. BARDON, born on 25 October 1973 in Paris (France), having her professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“V.Barbier”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Mr Xavier BELLOIR, born on 2 May 1976 in Poissy (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“X.Belloir”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Ms Amélie ZAMPA ep. BON, born on 14 October 1981 in Sainte-Catherine-lès-Arras (France), having her professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“A.Zampa”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Ms Sabrina BONO ep. VALLANO, born on 10 January 1982 in Turin (Italy), having her professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“S.Bonon”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Edouard BOSCHER, born on 14 February 1967 in Chateaudun (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“E.Boscher”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Ms Julie BURGERMEISTER, born on 7 February 1984 in Mulhouse (France), having her professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“J.Burgermeister”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 26 March 2015;

Mr Arnaud CHALEAC, born on 14 July 1979 in Avignon (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“A.Chaleac”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Ms Gaëlle CHARLOT, born on 13 September 1979 in Mantes-la-Jolie (France), having her professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“G.Charlot”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Bertrand CHEVALIER, born on 8 February 1982 in Metz (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“B.Chevalier”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Alexis LE SELLIER de CHEZELLES, born on 10 November 1987 in Paris (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“A.Le Sellier de Chezelles”) hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Olivier DECANNIERE, born on 10 September 1971 in Meulan (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“O.Decannière”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Mr Jérémie DELECOURT, born on 13 May 1975 in Saint-Germain-en-Laye (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“J.Delecourt”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 26 March 2015;

Mr Michael Patrick FERRAGAMO, born on 17 January 1968 in New York (USA), having his professional address at 1, Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“MP.Ferragamo”) hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Mr Yves GENOUVRIER, born on 14 October 1981 in Bagnolet (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“Y.Genouvrier”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Grégoire GUINOT, born on 5 January 1978 in Gennevilliers (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“G.Guinot”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 20 March 2015;

Ms Caline HADDAD, born on 17 June 1978 in Intelyas (Lebanon), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“C.Haddad”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Manuel HAEUSLER, born on 27 August 1982 in Radolfzell (Germany), having his professional address at An der Welle 4 - 60322 Frankfurt am Main - Germany (“M.Haeusler”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Jen-Hao HAN, born on 21 January 1975 in Seoul (Corea), having his professional address at 1 Temasek Avenue, 20-02A Milenia Tower, Singapore 039192 - Singapore (“J-H.Han”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Ms Marion HASCOËT, born on 22 May 1985 in Evreux (France), having her professional address 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“M.Hascoët”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Ms Frédérique IMHOF, born on 31 May 1984 in Haguenau (France), having her professional address 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“F.Imhof”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 26 March 2015;

Ms Flavie JEAN, born on 15 March 1982 in Enghien-tes-Bains (France), having her professional address 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“F.Jean”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Kévin JOSEL, born on 3 December 1970 in Philadelphia (USA), having his professional address 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“K.Josel”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Mr Martin KESSI, born on 27 October 1973 in Worms (Germany), having his professional address at Bahnhofstrasse 20, 80001 Zurich - Switzerland (“M.Kessi”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Mr Hugo LAUQUE, born on 1 October 1976 in Suresnes (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“H.Lauque”) hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Mr Kévin LE TOUX, born on 14 November 1983 in Gien (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“K.Le Toux”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Mr Mathieu LEBRUN, born on 21 June 1981 in Le Mans (France), having his professional address at 1 Temasek Avenue - 20-02A Milenia Tower - Singapore 039192 - Singapore (“M.Lebrun”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Aymeric LEPEU, born on 10 December 1975 in Suresnes (France), having his professional address at 1370 Avenue of the Americas 22nd Floor, New York NY 10019, USA (“A.Lepou”), hereby represented by Nicolas Gauzès, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Ms Caroline LETELLIER, born on 18 October 1983 in Paris (France), having her professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“C.Letellier”). hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Amar Yacine MANCER, born on 2 April 1983 in Alger (Algeria), having his professional address 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“AY.Mancer”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 26 March 2015;

Mr Arnaud MERCIER, born on 27 September 1981 in Paris (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“A.Mercier”). hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Ms Raphaëlle MUHLMANN-EYTAN, born on 3 June 1981 in Neuilly-sur-Seine (France), having her professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“R.Muhlmann-Eytan”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Mr Franck NGUYEN QUANC, born on 1 May 1971 in Montmorency (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“T.Nguyen Quanc”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Ms Krista OERTLE, born on 11 September 1978 in Lahti (Finland), having her professional address at Bahnhofstrasse 20, 80001 Zurich - Switzerland (“K.Oertle”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 26 March 2015;

Ms Monica LUMSDEN ep. PRETESEILLE, born on 25 May 1983 in Sharjah (United Arab Emirates), having her professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“M.Lumsden”) hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Mr Glenn RICHARD, born on 9 May 1975 in Ermont (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“G.Richard”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Ms Marie-Victoire ROZE, born on 17 August 1981 in Nantes (France), having her professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE- United Kingdom (“MV.Rozé”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 27 March 2015;

Ms Jessica SALOMONS-BORDES born on 13 June 1985 in New York (USA), having her professional address at 1370 Avenue of the Americas 22nd Floor, New York NY 10019, USA (“J.Salomons-Bordes”) hereby represented by Nicolas Gauzès, by virtue of a proxy given on 22 March 2015;

Ms Karine SCHLATTER ep. VUILLOT, born on 14 April 1977 in Belfort (France), having her professional address at 20 place Vendôme. 75001 Paris - France (“K.Schlatter”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Mr Jan Philipp SCHMITZ, born on 5 May 1976 in Augsburg (Germany), having his professional address at An der Welle 4, 60322 Frankfurt am Main - Germany (“JP.Schmitz”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 27 March 2015;

Mr Felix SIGNORELL, born on 2 October 1979 in Zurich (Switzerland), having his professional address at Bahnhofstrasse 20, 8001 Zurich - Switzerland (“F.Signorell”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Ms Maria STASSE born on 15 December 1980 in Paris (France), having her professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“M.Stasse”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Ms Isabelle KALFA STRUJAN, born on 25 August 1975 in Créteil (France), having her professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“I.Kalfa Strujan”), hereby represented hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Matthieu TEYSSIER, born on 18 March 1984 in Bordeaux (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“M.Teyssier”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Mr Jérémie THIERRY, born on 7 February 1980 in Pontoise (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“J.Thierry”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Mr François TOUAZI, born on 21 April 1967 in Dreux (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“F.Touazi”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015,

Mr Ingmar VALLANO, born on 6 December 1980 in Roanne (France), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“I.Vallano”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

Ms Audrey VILLATTE ep. LAVAILLOT, born on 29 January 1976 in Paris (France), having her professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“A.Villatte”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 20 March 2015;

Mr Junzhe WANG, born on 1 October 1987 in Quzhou (China), having his professional address at Unit 20-22, Level 47, China World Tower, no. 1 Jian Guo Men Wai Avenue, Beijing 100004, People's Republic of China (“J.Wang”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 26 March 2015;

Mr Georges WAZEN, born on 16 February 1983 in Paris (France), having his professional address at 20 place Vendôme, 75001 Paris - France (“G.Wazen”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Jonathan WILLIAMS, born on 29 July 1989 In Dunfermline (Scotland), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“ J.Williams”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 March 2015;

Mr Inigo WESTON, born on 30 January 1989 in Underriver (United Kingdom), having his professional address at 1 Grafton Street, London W1S 4FE - United Kingdom (“I.Weston”),

hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

Mr Yao BINCHAO, born on 3 October 1983 in Shanghai (China), having his professional address at 1 Temasek Avenue, 20-02A Millenia Tower, Singapore 039192, Singapore (“Y.Binchao”), hereby represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 26 March 2015;

M. Xtn ZHANG, né le 19 février 1985 à Xi'an, Chine, ayant son adresse professionnelle au 1 Temasek Avenue, 20-02A Milenia Tower, Singapour 039192 - Singapour (“X-Zhang”), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 mars 2015;

All the above referred proxies, signed by the proxyholder and the bureau of the meeting, will remain annexed to the present minutes.

G.Amphoux, C.Auger, V.Barbier, X.Belloir, A.Zampa, S.Bono, E.Boscher, J.Burgermeister, A.Chaleac, G.Chariot, B.Chevalier, A.Le Sellier de Chezelles, O.Oecanière, J.Delecourt, MP.Ferragamo, Y.Genouvrier, G.Guinot, C.Haddad, M.Haeusler, J-H.Han, M.Hascoët, F.Imhof, F.Jean, K.Josel, M.Kessi, H.Lauque, K.Le Toux, M.Lebrun, A.Lepeu, C.Lettellier, AY.Mancer, A.Mercier, R.Muhlmann-Eytan, F.Nguyen Quanc, K.Oertle, M.Lumsden, G.Richard, MV.Rozé, J.Salmons-Bordes, K.Schlatter, JP.Schmitz, F.Signorell, M.Stasse, I.Kalfa Strujan, M.Teyssier, J.Thierry, F.Touazi, I.Vallano, A.Villatte, J.Wang, G.Wazen, J.Williams, I.Weston, Y.Binchao and X.Zhang are together referred to as the “Subscribers”.

The Subscribers declared to subscribe for the new shares in the amount set aside their respective names in the below table, at a subscription price for each share of one United-States dollar (USD 1.-) without any share premium, and to fully pay in cash for these shares.

Subscribers	Subscribed shares	Amount of the contribution (USD)
G.Amphoux	Eight hundred sixty-four (864) shares	Eight hundred sixty-four United-States dollars (USD 864.-)
C.Auger	Two thousand one hundred fifty-nine (2,159) shares	Two thousand one hundred fifty-nine United-States dollars (USD 2,159.-)
V.Barbier	Two hundred sixteen (216) shares	Two hundred sixteen United-States dollars (USD 216.-)
X.Belloir	Twelve thousand nine hundred fifty-two (12,952) shares	Twelve thousand nine hundred fifty-two United-States dollars (USD 12 952.-)
A.Zampa	Five hundred forty (540) shares	Five hundred forty United-States dollars (USD 540.-)
S.Bono	Four hundred thirty-two (432) shares	Four hundred thirty-two United-States dollars (USD 432.-)
E.Boscher	One thousand seven hundred twenty-seven (1,727) shares	One thousand seven hundred twenty-seven United-States dollars (USD 1,727.-)
J.Burgermeister	Three hundred two (302) shares	Three hundred two United-States dollars (USD 302.-)
A.Chaleac	Two hundred sixteen (216) shares	Two hundred sixteen United-States dollars (USD 216.-)
G.Charlot	Two hundred sixteen (216) shares	Two hundred sixteen United-States dollars (USD 216.-)
B.Chevalier	Three thousand four hundred fifty-four (3,454) shares	Three thousand four hundred fifty-four United-States dollars (USD 3,454.-)
A.Le Sellier de Chezelles	Eight hundred sixty-four (864) shares	Eight hundred sixty-four United- States dollars (USD 864.-)
O.Decanière	Thirty thousand two hundred twenty-three (30,223) shares	Thirty thousand two hundred twenty-three United-States dollars (USD 30,223.-)
J.Delecourt	Two thousand one hundred fifty-nine (2,159) shares	Two thousand one hundred fifty-nine United-States dollars (USD 2,159.-)
MP.Ferragamo	Eight hundred sixty-four (864) shares	Eight hundred sixty-four United- States dollars (USD 864.-)
Y.Genouvrier	Three hundred two (302) shares	Three hundred two United-States dollars (USD 302.-)
G.Guinot	Four thousand three hundred eighteen (4,318) shares	Four thousand three hundred eighteen United-States dollars (USD 4,318.-)
C.Haddad	Three hundred two (302) shares	Three hundred two United-States dollars (USD 302.-)
M.Haeusier	Four thousand three hundred eighteen (4,318) shares	Four thousand three hundred eighteen United-States dollars (USD 4,318.-)
J-H.Han	Two thousand one hundred fifty-nine	Two thousand one hundred fifty-nine

	(2,159) shares	United-States dollars (USD 2,159.-)
M.Hascoët	Three hundred two (302) shares	Three hundred two United-States dollars (USD 302.-)
F.Imhof	Four hundred thirty-two (432) shares	Four hundred thirty-two United-States dollars (USD 432.-)
F.Jean	Three hundred twenty-four (324) shares	Three hundred twenty-four United- States dollars (USD 324.-)
K.Josel	Two hundred sixteen (216) shares	Two hundred sixteen United-States dollars (USD 216.-)
M.Kessi	Twelve thousand nine hundred fifty-two (12,952) shares	Twelve thousand nine hundred fifty-two United-States dollars (USD 12,952.-)
H.Lauque	One thousand five hundred eleven (1,511) shares	One thousand five hundred eleven United-States dollars (USD 1,511.-)
K.Le Toux	One thousand seven hundred twenty-seven (1,727) shares	One thousand seven hundred twenty-seven United-States dollars (USD 1.727.-)
M.Lebrun	Four thousand three hundred eighteen (4,318) shares	Four thousand three hundred eighteen United-States dollars (USD 4,318.-)
A.Lepou	Forty-three (43) shares	Forty-three euro (EUR 43.-)
C.Letellier	Three thousand four hundred fifty-four (3,454) shares	Three thousand four hundred fifty-four United-States dollars (USD 3,454.-)
A.Y.Mancer	Four hundred thirty-two (432) shares	Four hundred thirty-two United-States dollars (USD 432.-)
A.Mercier	Four thousand three hundred seventeen (4,317) shares	Four thousand three hundred seventeen United-States dollars (USD 4,317.-)
R.Muhlmann-Eytan	Three hundred two (302) shares	Three hundred two United-States dollars (USD 302.-)
F.Nguyen Quanc	Eight thousand six hundred thirty-four (8,634) shares	Eight thousand six hundred thirty-four United-States dollars (USD 8,634.-)
K.Oertle	Four hundred thirty-two (432) shares	Four hundred thirty-two United-States dollars (USD 432.-)
M.Lumsden	Four hundred thirty-two (432) shares	Four hundred thirty-two United-States dollars (USD 432.-)
G.Richard	Four thousand three hundred eighteen (4,318) shares	Four thousand three hundred eighteen United-States dollars (USD 4,318.-)
MV.Rozé	Six thousand four hundred seventy-five (6,475) shares	Six thousand four hundred seventy-five United-States dollars (USD 6,475.-)
J.Salomons-Bordes	Two hundred sixteen (216) shares	Two hundred sixteen United-States dollars (USD 216.-)
K.Schlatter	Two hundred sixteen (216) shares	Two hundred sixteen United-States dollars (USD 216.-)
JP.Schmitz	Twelve thousand nine hundred fifty-two (12,952) shares	Twelve thousand nine hundred fifty-two United-States dollars (USD 12,952.-)
F.Signorell	Three thousand twenty-two (3,022) shares	Three thousand twenty-two United- States dollars (USD 3,022.-)
M.Stasse	Three hundred twenty-four (324) shares	Three hundred twenty-four United- States dollars (USD 324.-)
I.Kalfa Strujan	Two hundred sixteen (216) shares	Two hundred sixteen United-States dollars (USD 216.-)
M.Teyssier	One thousand two hundred ninety-five (1,295) shares	One thousand two hundred ninety-five United-States dollars (USD 1,295.)
J.Thierry	One thousand seven hundred twenty-seven (1,727) shares	One thousand seven hundred twenty-seven United-States dollars (USD 1,727.-)
F.Touazi	Two thousand one hundred fifty-nine (2,159) shares	Two thousand one hundred fifty-nine United-States dollars (USD 2,159.-)
I.Vallano	Twelve thousand nine hundred fifty-two (12,952) shares	Twelve thousand nine hundred fifty-two United-States dollars (USD 12,952.-)
A.Villatte	Two hundred sixteen (216) shares	Two hundred sixteen United-States dollars USD 216.-)

J.Wang	Eight hundred sixty-four (864) shares	Eight hundred sixty-four United- States dollars (USD 864.-)
G.Wazen	Five hundred forty (540) shares	Five hundred forty United-States dollars (USD 540.-)
J.Williams	One thousand two hundred ninety-five (1,295) shares	One thousand two hundred ninety-five United-States dollars (USD 1 295.-)
I.Weston	One thousand two hundred ninety-five (1,295) shares	One thousand two hundred ninety-five United-States dollars (USD 1,295.-)
Y.Binchao	Four hundred thirty-two (432) shares	Four hundred thirty-two United-States dollars (USD 432.-)
X.Zhang	Four hundred thirty-two (432) shares	Four hundred thirty-two United-States dollars (USD 432.-)
Total	One hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-one (159,361)	One hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-one United- States dollars (USD 159,361.-)

The amount of one hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-one United States dollars (USD 159,361.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the bureau of the meeting.

Third resolution

The general meeting of shareholders unanimously resolved to accept said subscriptions and payments and to allot newly issued shares according to the above mentioned subscriptions.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders unanimously resolved to approve the buy back of all the Company's shares other than the new shares issued according to the above resolutions and one (1) share held by AXA Private Equity Early Limited for a purchase price of one United States dollar (USD 1.-) per share, as accepted by the relevant holders of shares.

Fifth resolution

The general meeting of shareholders unanimously resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of nineteen United States dollars (USD 19.-) so as to reduce it from its current amount of one hundred fifty-nine thousand three hundred eighty-one United States dollars (USD 159,381.-) to an amount of one hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-two United States dollars (USD 159,362.-) by cancellation of nineteen (19) shares, having a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each redeemed pursuant to the Fourth Resolution above.

Sixth resolution

The general meeting of shareholders unanimously resolved to amend paragraph 1 of article 12 of the Company's articles of association to reflect the above mentioned capital increase and the capital decrease.

As a consequence paragraph 1 of article 12 of the Company's articles of association shall from now on read as follows:

“ **Art. 12. Share capital (paragraph 1).** The issued capital of the Company is set at one hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-two United States dollars (USD 159,362.-) divided into one hundred fifty-nine thousand three hundred sixty-two (159,362) Shares having a nominal value of one Unites States dollar (USD 1.-) each.”

The general meeting of shareholders further resolved to acknowledge that paragraphs 2 and 3 of article 12 of the Company's articles of association remain unchanged.

The members of the bureau, stated that the present minutes have been worded in English followed by a French version; and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

There being no other business to be discussed, the meeting was adjourned at 4.: 15 p.m. and these minutes signed by the members of the bureau of the meeting.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'assemblée est déclarée ouverte à 16:00 heures et est présidée par Maître Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg (le «Président»)

Le Président désigne comme secrétaire Maître Caroline Pimpaud, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit aux fonctions de scrutateur Mme Jennifer Ferrand, responsable juridique, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le Président déclare que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de cent cinquante-neuf mille trois cent soixante et un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.361,-) pour le porter de son montant actuel de vingt dollars

des Etats-Unis d'Amérique (USD 20,-) à un montant de cent cinquante-neuf mille trois cent quatre-vingt-un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.381,-).

2 Émission de cent cinquante-neuf mille trois cent soixante et un (159.361) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales à libérer intégralement par apport en espèces.

4 Acceptation du rachat de toutes les parts sociales de la Société hormis les nouvelles parts sociales à émettre tel que prévu ci-dessus ainsi qu'une (1) part sociale détenue AXA Private Equity Early Limited pour un prix d'achat d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) par part sociale.

5 Réduction du capital social de la Société à concurrence d'un montant de dix-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 19,-) pour le réduire de son montant actuel de cent cinquante-neuf mille trois cent quatre-vingt-un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.381,-) à un montant de cent cinquante-neuf mille trois cent soixante-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.362,-) par annulation de dix-neuf (19) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) chacune.

6 Modification du premier paragraphe de l'article 12 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital et la réduction de capital consécutive.

(i) Les associés présents et représentés, les mandataires des associés présents et représentés et le nombre des parts sociales détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les mandataires des associés représentés et par les membres du bureau; cette liste de présence et les procurations resteront annexées à l'original du présent procès-verbal.

(ii) L'intégralité du capital social émis est représentée à l'assemblée générale et tous les associés présents ou représentés déclarent avoir dûment pris connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée.

(iii) La présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour

Les propositions faites par le Président ont été approuvées par l'assemblée.

L'assemblée, après avoir délibéré, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés, à l'unanimité, a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de cent cinquante-neuf mille trois cent soixante et un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.361,-) pour le porter de son montant actuel de vingt dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 20,-) à un montant de cent cinquante-neuf mille trois cent quatre-vingt-un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.381,-).

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés, à l'unanimité, a décidé d'émettre cent cinquante-neuf mille trois cent soixante et un (159.361) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite ont comparu:

M. Guillaume AMPHOUX, né le 25 février 1986 à Boulogne-Billancourt, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («G.Amphoux»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

M. Cyril AUGER, né le 28 avril 1975 à Mont Saint Aignan, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («C.Auger»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 March 2015;

Mme Virginie BARBIER ep. BARDON née le 25 octobre 1973 à Paris, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («V.Barbier»), représentée par by Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

M. Xavier BELLOIR né le 2 mai 1976 à Poissy, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («X.Belloir»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

Mme Amélie ZAMPA ep. BON, née le 14 octobre 1981 à Sainte-Catherine-lès-Arras, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («A.Zampa») représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

Mme Sabrina BONO ep. VALLANO née le 10 janvier 1982 à Turin, Italy, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE Royaume-Uni («S.Bono»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Edouard BOSCHER, né le 14 février 1967 à Châteaudun, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («E.Boscher») représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

Mme Julie BURGERMEISTER, née le 7 février 1984 à Mulhouse, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («J.Burgermeister»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 mars 2015;

M. Arnaud CHALEAC, né le 14 juillet 1979 à Avignon, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («A.Chaleac»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

Mme Gaëlle CHARLOT, née le 13 septembre 1979 à Mantes-la-Jolie, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («G.Charlot»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Bertrand CHEVALIER, né le 8 février 1982 à Metz, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («B.Chevalier»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Alexis LE SELLIER de CHEZELLES, né le 10 novembre 1987 à Paris, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («A.Le Sellier de Chezelles»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Olivier DECANNIERE, né le 10 septembre 1971 à Meulan, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («O.Decannière»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

M. Jérémie DELECOURT, né le 13 mai 1975 à Saint-Germain-en-Laye, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («J.Delecourt»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 mars 2015;

M. Michael Patrick FERRAGAMO, né le 17 janvier 1968 à New-York, USA, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («MP.Ferragamo»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

M. Yves GENOUVRIER, né le 14 octobre 1981 à Bagnolet, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («Y.Genouvrier»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Grégoire GUINOT, né le 5 janvier 1978 à Gennevilliers, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («G.Guinot»). représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 mars 2015,

Mme Caline HADDAD, née le 17 juin 1978 à Intelyas, Liban, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE Royaume-Uni («C.Haddad»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Manuel HAEUSLER, né le 27 août 1982 à Radolfzell, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au An der Welle 4 - 60322 Francfort, Allemagne («M.Haeusler»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Jen-Hao HAN, né le 21 janvier 1975 à Séoul (Corée), ayant son adresse professionnelle au 1 Temasek Avenue - 20-02A Milenia Tower, Singapour 039192 - Singapour («J-H.Han»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

Mme Marion HASCOËT, née le 22 mai 1985 à Evreux, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («M.Hascoët»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Frédérique IMHOF, né le 31 mai 1984 à Haguenau, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE Royaume-Uni («F.lmhof»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 mars 2015;

Mme Flavie JEAN, née le 15 mars 1982 à Enghien-les-Bains, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («F.Jean»), représenté par Nicolas Gauzès avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Kévin JOSEL, né le 3 décembre 1970 à Philadelphia, USA, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («K.Josel»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

M. Martin KESSI, né le 27 octobre 1973 à Worms, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au Bahnhofstrasse 20, 80001 Zurich - Suisse («M.Kessi»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

M. Hugo LAUQUE, né le 1 octobre 1976 à Suresnes, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («H.Lauque»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

M. Kevin LE TOUX, né le 14 novembre 1983 à Gien France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («K.Le Toux») représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

M. Mathieu LEBRUN, né le 21 juin 1981 in Le Mans, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Temasek Avenue, 20-02A Milenia Tower, Singapour 039192 - Singapour («M.Lebrun»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Aymeric LEPEU, né le 10 décembre 1975 à Suresnes, France, ayant son adresse professionnelle au 1370 Avenue of the Americas 22^{ème} étage, New York NY 10019, USA («A.Lepeu»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

Mme Caroline LETELLIER née le 18 octobre 1983 à Paris, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («C.Letellier»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Amar Yacine MANCER né le 2 avril 1983 à Alger (Algérie), ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («AY.Mancer») représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 mars 2015;

M. Arnaud MERCIER, né le 27 septembre 1981 à Paris, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («A.Mercier»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

Mme Raphaëlle MUHLMANN-EYTAN, née le 3 juin 1981 à Neuilly-sur-Seine, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («R.Muhlmann-Eytan»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

M. Franck NGUYEN QUANC, né le 1^{er} mai 1971 à Montmorency, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («F.Nguyen Quanc») représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

Mme Krista OERTLE, née le 11 septembre 1978 à Lahti, Finlande, ayant son adresse professionnelle au Bahnhofstrasse 20, 80001 Zurich - Suisse («K.Oertle»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 mars 2015;

Mme Monica LUMSDEN ep. PRETESEILLE, née le 25 mai 1983 à Sharjah, Emirats Arabes Unis, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («M.Lumsden»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

M. Glenn RICHARD, né le 9 mai 1975 à Ermont, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE, Royaume-Uni («G.Richard»). représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

Mme Marie-Victoire ROZE, née le 17 août 1981 à Nantes, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE Royaume-Uni («MV.Rozé»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 27 mars 2015;

Mme Jessica SALOMONS-BORDES, née le 13 juin 1985 à New York, USA, ayant son adresse professionnelle au 1370 Avenue of the Americas 22^{ème} étage, New York NY 10019, USA («J.Salomons-Bordes»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 22 mars 2015;

Mme Karine SCHLATTER ep. VUILLOT, née le 14 avril 1977 à Belfort, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («K.Schlatter»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

M. Jan Philipp SCHMITZ, né le 5 mai 1976 à Augsburg, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au An der Welle 4, 60322 Francfort, Allemagne («JP.Schmitz»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 27 mars 2015;

M. Felix SIGNORELL, né le 2 octobre 1979 à Zurich, Suisse, ayant son adresse professionnelle au Bahnhofstrasse 20, 80001 Zurich - Suisse («F.Signorell»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

Mme Maria STASSE, né le 15 décembre 1980 à Paris, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («M.Stasse»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

Mme Isabelle KALFA STRUJAN, née le 25 août 1975 à Créteil, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («I.Kalfa Strujan»), représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Matthieu TEYSSIER, né le 18 mars 1984 à Bordeaux, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («M.Teyssier»), représenté par Nicolas Gauzès, représentée par on 24 mars 2015;

M. Jérémie THIERRY, né le 7 février 1980 à Pontoise, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («J.Thierry»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

M. François TOUAZI, né le 21 avril 1967 à Dreux, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («F.Touazi»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

M. Ingmar VALLANO, né le 6 décembre 1980 à Roanne, France, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, London W1S 4FE, Royaume-Uni («I.Vallano»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

Mme Audrey VILLATTE ep. LAVAILLOT, né le 29 janvier 1976 à Paris, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («A.Villatte»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 mars 2015;

M. Junzhe WANG, né le 1 octobre 1987 à Quzhou (Chine), ayant son adresse professionnelle au Unit 20-22, Level 47, China World Tower, no. 1 Jian Guo Men Wai Avenue, Pékin 100004, République Populaire de Chine («J.Wang»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 mars 2015;

M. Georges WAZEN né le 16 février 1983 à Paris, France, ayant son adresse professionnelle au 20 place Vendôme, 75001 Paris, France («G.Wazen»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Jonathan WILLIAMS, né le 29 juillet 1989 à Dunfermline, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, Londres W1S 4FE Royaume-Uni («J.Williams»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015;

M. Inigo WESTON, né le 30 janvier 1989 à Kent, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 1 Grafton Street, London W1S 4FE, Royaume-Uni («I.Weston»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

M. Yao BINCHAO né le 3 octobre 1983 à Shanghai, Chine, ayant son adresse professionnelle au 1 Temasek Avenue, 20-02A Millenia Tower, Singapour 039192 - Singapour («Y.Binchao»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 mars 2015;

M. Xin ZHANG, né le 19 février 1985 à Xi'an, Chine, ayant son adresse professionnelle au 1 Temasek Avenue 20-02A Milenia Tower, Singapour 039192 - Singapour («X.Zhang»), représenté par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 mars 2015;

Les procurations susmentionnées, après avoir été signées par le mandataire et par le bureau de l'assemblée, resteront annexées au présent procès-verbal.

G.Amphoux, C.Auger, V.Barbier, X.Belloir, A.Zampa, S.Bono, E.Boscher, J.Burgermeister, A.Chaleac, G.Chariot, B.Chevalier, A.Le Sellier de Chezelles, O.Decannièr, J.Delecourt, MP.Ferragamo Y.Genouvrier, G.Guinot, C.Haddad, M.Haeusler, J-H.Han, M.Hascoët, F.Imhof, F.Jean, K.Josel, M.Kessi, H.Lauque, K.Le Toux, M.Lebrun, A.Lepeu, C.Lettellier, AY.Mancer, A.Mercier, R.Muhlmann-Eytan, F.Nguyen Quanc, K.Oertle, M.Lumsden, G.Richard, MV.Rozé, J.Salomons-Bordes, K.Schlatter, JP.Schmitz, F.Signorell, M.Stasse, I.Kalfa Strujan, M.Teyssier, J.Thierry, F.Touazi, I.Vallano, A.Villatte, J.Wang, G.Wazen, J.Williams, I.Weston, Y.Binchao and X Zhang are together referred to as the sont collectivement dénommés les «Souscripteurs».

Les Souscripteurs ont déclaré souscrire les parts sociales nouvelles pour le montant reporté à côté de leur nom respectif dans le tableau ci-dessous, à un prix de souscription pour chaque part sociale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-), sans paiement de prime d'émission, et libérer intégralement ces parts sociales en espèces.

Souscripteurs	Parts sociales Souscrites	Montant de la contribution (USD)
G.Amphoux	Huit cent soixante-quatre (864) parts sociales	Huit cent soixante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 864,-)
C.Auger	Deux mille cent cinquante-neuf (2.159) parts sociales	Deux mille cent cinquante-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 2.159,-)
V.Barbier	Deux cent seize (216) parts sociales	Deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 216,-)
X.Belloir	Douze mille neuf cent cinquante-deux (12.952) parts sociales	Douze mille neuf cent cinquante-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 12.952,-)
A.Zampa	Cinq cent quarante (540) parts sociales	Cinq cent quarante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 540,-)
S.Bono	Quatre cent trente-deux (432) parts sociales	Quatre cent trente-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 432,-)

E.Boscher	Mille sept cent vingt-sept (1,727) parts sociales	Mille sept cent vingt-sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.727,-)
J.Burgermeister	Trois cent deux (302) parts sociales	Trois cent deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 302,-)
A.Chaleac	Deux cent seize (216) parts sociales	Deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 216,-)
G.Charlot	Deux cent seize (216) parts sociales	Deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 216,-)
B.Chevalier	Trois mille quatre cent cinquante-quatre (3.454) parts sociales	Trois mille quatre cent cinquante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 3.454,-)
A.Le Sellier de Chezelles	Huit cent soixante-quatre (864) parts sociales	Huit cent soixante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 864,-)
O.Decannière	Trente mille deux cent vingt-trois (30.223) parts sociales	Trente mille deux cent vingt-trois dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 30.223,-)
J.Delecourt	Deux mille cent cinquante-neuf (2.159) parts sociales	Deux mille cent cinquante-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 2.159,-)
MP.Ferragamo	Huit cent soixante-quatre (864) parts sociales	Huit cent soixante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 864,-)
Y.Genouvrier	Trois cent deux (302) parts sociales	Trois cent deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 302,-)
G.Guinot	Quatre mille trois cent dix-huit (4.318) parts sociales	Quatre mille trois cent dix-huit dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 4.318,-)
C.Haddad	Trois cent deux (302) parts sociales	Trois cent deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 302,-)
M.Haeusler	Quatre mille trois cent dix-huit (4.318) parts sociales	Quatre mille trois cent dix-huit dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 4.318,-)
J-H.Han	Deux mille cent cinquante-neuf (2.159) parts sociales	Deux mille cent cinquante-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 2.159,-)
M.Hascoët	Trois cent deux (302) parts sociales	Trois cent deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 302,-)
F.Imhof	Quatre cent trente-deux (432) parts sociales	Quatre cent trente-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 432,-)
F. Jean	Trois cent vingt-quatre (324) parts sociales	Trois cent vingt-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 324,-)
K.Josel	Deux cent seize (216) parts sociales	Deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 216,-)
M.Kessi	Douze mille neuf cent cinquante-deux (12.952) parts sociales	Douze mille neuf cent cinquante-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 12.952,-)
H.Lauque	Mille cinq cent onze (1.511) parts sociales	Mille cinq cent onze dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.511,-)
K.Le Toux	Mille sept cent vingt-sept (1,727) parts sociales	Mille sept cent vingt-sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.727,-)
M.Lebrun	Quatre mille trois cent dix-huit (4.318) parts sociales	Quatre mille trois cent dix-huit dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 4.318,-)
A.Lepeu	Quarante-trois (43) parts sociales	Quarante-trois dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 43,-)
C.Letellier	Trois mille quatre cent cinquante-quatre (3.454) parts sociales	Trois mille quatre cent cinquante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 3.454,-)
AY.Mancer	Quatre cent trente-deux (432) parts sociales	Quatre cent trente-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 432,-)
A. Mercier	Quatre mille trois cent dix-sept (4.317) parts sociales	Quatre mille trois cent dix-sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 4.317,-)
R.Muhlmann-Eytan	Trois cent deux (302) parts sociales	Trois cent deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 302,-)
F.Nguyen Quanc	Huit mille six cent trente-quatre (8.634) parts sociales	Huit mille six cent trente-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 8.634,-)

K.Oertle	Quatre cent trente-deux (432) parts sociales	Quatre cent trente-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 432,-)
M.Lumsden	Quatre cent trente-deux (432) parts sociales	Quatre cent trente-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 432,-)
G.Richard	Quatre mille trois cent dix-huit (4.318) parts sociales	Quatre mille trois cent dix-huit dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 4.318,-)
MV.Rozé	Six mille quatre cent soixante-quinze (6.475) parts sociales	Six mille quatre cent soixante-quinze dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 6.475,-)
J.Salomons-Bordes	Deux cent seize (216) parts sociales	Deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 216,-)
K.Schlatter	Deux cent seize (216) parts sociales	Deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 216,-)
JP.Schmitz	Douze mille neuf cent cinquante-deux (12.952) parts sociales	Douze mille neuf cent cinquante-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 12.952,-)
F.Signorell	Trois mille vingt-deux (3.022) parts sociales	Trois mille vingt-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 3.022,-)
M.Stasse	Trois cent vingt-quatre (324) parts sociales	Trois cent vingt-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 324,-)
I.Kalfa Strujan	Deux cent seize (216) parts sociales	Deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 216,-)
M.Teyssier	Mille deux cent quatre-vingt-quinze (1.295) parts sociales	Mille deux cent quatre-vingt-quinze dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.295,-)
J.Thierry	Mille sept cent vingt-sept (1,727) parts sociales	Mille sept cent vingt-sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.727,-)
F.Touazi	Deux mille cent cinquante-neuf (2.159) parts sociales	Deux mille cent cinquante-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 2.159,-)
I.Vallano	Douze mille neuf cent cinquante-deux (12.952) parts sociales	Douze mille neuf cent cinquante-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 12.952,-)
A.Villatte	Deux cent seize (216) parts sociales	Deux cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 216,-)
J.Wang	Huit cent soixante-quatre (864) parts sociales	Huit cent soixante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 864,-)
G.Wazen	Cinq cent quarante (540) parts sociales	Cinq cent quarante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 540,-)
J.Williams	Mille deux cent quatre-vingt-quinze (1.295) parts sociales	Mille deux cent quatre-vingt-quinze dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.295,-)
I.Weston	Mille deux cent quatre-vingt-quinze (1.295) parts sociales	Mille deux cent quatre-vingt-quinze dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.295,-)
Y.Binchao	Quatre cent trente-deux (432) parts sociales	Quatre cent trente-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 432,-)
X.Zhang	Quatre cent trente-deux (432) parts sociales	Quatre cent trente-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 432,-)
Total	Cent cinquante-neuf mille trois cent soixante et un (159.361) parts sociales	Cent cinquante-neuf mille trois cent soixante et un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.361,-)

Le montant de cent cinquante-neuf mille trois cent soixante et un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.361,-) a dès lors été à la disposition de la Société, la preuve ayant été rapportée au bureau de l'assemblée.

Troisième résolution

L'assemblée générale des associés, à l'unanimité, a décidé d'accepter lesdites souscriptions et lesdits paiements et d'émettre les parts sociales nouvelles conformément aux souscriptions ci-dessus mentionnées.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés, à l'unanimité, a décidé d'accepter le rachat de toutes les parts sociales de la Société hormis les nouvelles parts sociales émises conformément aux résolutions ci-dessus ainsi qu'une (1) part social détenue par AXA Private Equity Early Limited pour un prix d'achat d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) par part sociale, tel qu'accepté par les détenteurs de ces parts sociales.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des associés, à l'unanimité, a décidé de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de dix-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 19,-) pour le réduire de son montant actuel de cent cinquante-neuf mille trois cent quatre-vingt-un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.381,-) à un montant de cent cinquante-neuf mille trois cent soixante-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.362,-) par annulation de dix-neuf (19) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) chacune rachetées conformément à la Quatrième Résolution ci-dessus.

Sixième résolution

L'assemblée générale des associés, à l'unanimité, a décidé de modifier le 1^{er} paragraphe de l'article 12 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital et la réduction de capital mentionnées ci-dessus. En conséquence, le 1^{er} paragraphe de l'article 12 des statuts de la Société sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 12. Capital social (paragraphe 1).** Le capital social émis de la Société est fixé à la somme de cent cinquante-neuf mille trois cent soixante-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 159.362,-) divisé en cent cinquante-neuf mille trois cent soixante-deux (159.362) Parts Sociales ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) chacune.»

L'assemblée générale des associés a ensuite décidé de prendre acte que les paragraphes 2 et 3 de l'article 12 des statuts de la Société restent inchangés.

Les membres du bureau déclarent que le présent procès-verbal est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 16:15 heures et le procès verbal est signé par les membre du bureau.

Signatures

Chairman / Secretary / Scrutineer

Référence de publication: 2015153975/740.

(150167691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2015.

Sothic Capital European Opportunities Loan Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 212.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 152.354.

Par résolutions signées en date du 7 septembre 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Démission du gérant de B suivant avec effet au 14 août 2015:

Mr Johannes Laurens de Zwart

- Nomination du nouveau gérant B suivant avec effet au 15 août 2015 pour une durée illimitée:

Anita Griotti, née le 29 janvier 1972 à Brescia, Italie, ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sothic Capital European Opportunities Loan Fund S. à r.l.

Anita Griotti

Gérant B

Référence de publication: 2015152491/18.

(150167346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

SteelXpert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 183.541.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 11/09/2015.

Référence de publication: 2015152495/10.

(150167286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

AB Commercial Real Estate Debt Investor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 199.938.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of September.

Before the undersigned, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Commercial Real Estate Debt Stichting, a stichting governed by Dutch law, having its registered office at Schiphol Boulevard 189, Floor 5, 1118 BG, Schiphol, The Netherlands,, registered with the Chamber of Commerce (Kamer van Koophandel) in The Netherlands under number 64055175, duly represented by Me Véronique Pourtier, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given on 7 September 2015.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the articles of incorporation (the "Articles") of a société anonyme under the name "AB Commercial Real Estate Debt Investor S.A.", which it declares to establish as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION

Art. 1. Form and Name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of "AB Commercial Real Estate Debt Investor S.A." (the "Company") qualifying as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg act dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended (the "Securitisation Act 2004").

The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg ("Luxembourg"). It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the "Board") or in the case of a sole director (the "Sole Director") by a decision of the Sole Director.

Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 4. Corporate purpose. The corporate purposes of the Company are to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transactions as permitted under the Securitisation Act 2004, subject to the following limit (the "Issue Limit"): the Company shall not issue securities of any kind to the public more than three times during any twelve month period.

The Company may, among other things and always subject to the Securitisation Act 2004, any other applicable law and compliance with such applicable law, the Issue Limit and any agreement, contract or arrangement that the Company may enter into:

a) acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or property of claims, receivables and/or other goods or assets (including securities of any kind), either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities (valeurs mobilières) of any kind whose value or return is linked to these risks;

b) assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, structured deposits, receivables and/or other goods, structured products relating to commodities or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself by any other means;

c) proceed, so far as they relate to securitisation transactions, to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale,

exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities), structured products relating to commodities or assets (including debt or equity securities of any kind), receivables, claims or loans or other credit facilities (and the agreements or contracts relating thereto) as well as all other types of assets, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above) in accordance with the provisions of the relevant issue documentation;

d) acquire, hold and dispose of interests in partnerships, limited partnerships, trusts, funds and other entities;

e) borrow in any form (including by way of issuing notes or bonds) and enter into any type of loan agreement; it may issue notes, bonds (including exchangeable or convertible securities and securities linked to an index or a basket of indices or shares), debentures, certificates, shares, beneficiary shares or parts, warrants and any kind of debt or equity securities, including under one or more issue programmes;

f) lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, to its subsidiaries or affiliated companies or to any other company within the limits of the Securitisation Act 2004 and provided such lending relates to securitisation transactions;

g) give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of these assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company;

h) enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions; and

i) without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

In accordance with the Securitisation Act 2004, the Board is entitled to create one or more compartments (representing the assets of the Company attributable to an issue of securities) corresponding each to a separate part of the Company's assets. All notes or securities of any kind issued in relation to a specific compartment shall constitute one issue for purposes of the Issue Limit.

Subject to the Securitisation Act 2004, any other applicable law and the Issue Limit, the descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate purpose of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate object to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004.

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital is set at USD 35,000 (thirty five thousand dollars) consisting of 350 (three hundred and fifty) ordinary shares in registered form with a par value of USD 100 (one hundred dollars) each.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 6. Shares. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of the shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid up on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 7. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Debt securities. Debt securities issued by the Company in registered form (obligations nominatives) may, under no circumstances, be converted into debt securities in bearer form (obligations au porteur).

Art. 9. Meetings of the shareholders of the Company. In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred on the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the “General Meeting”) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company subject to the powers reserved to the Board.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the first Tuesday in June of each year at 10:00 am. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 10. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name (including the first name), address and the signature of the relevant shareholder, (ii) the indication of the shares for which the shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Company 72 (seventy-two) hours before the relevant General Meeting.

Art. 11. Management. For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director who does not need to be a shareholder of the Company. Any reference made to the Board shall be construed as a reference made to the Sole Director unless otherwise mentioned in these Articles.

Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. The members of the Board shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

When a legal person is appointed as a member of the Board (the “Legal Entity”), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or member of the Board in accordance with the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Companies Act 1915”).

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause (ad nutum) and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting.

Art. 12. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the “Chairman”) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his or her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice

may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or email to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy.

One member of the Board may represent more than one of his or her colleagues at a meeting of the Board so long as at least two members are present in person. Any director may participate in a meeting of the Board, and will be considered as having been personally present at such meeting, by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented in accordance with the preceding paragraphs at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have no casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing provided that it is passed or signed in Luxembourg. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every director (résolution circulaire). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12 does not apply in case the Company is managed by a Sole Director.

Art. 13. Minutes of meetings of the Board or of Resolutions of the Sole Director. The resolutions passed by the Sole Director are documented by written minutes held at the Company's registered office.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the Sole Director shall be signed by the Sole Director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two members of the Board or the Sole Director (as the case may be).

Art. 14. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest, including the power to transfer, assign or dispose of the assets of the Company in accordance with the Securitisation Act 2004, any other applicable law, the Issue Limit and any applicable terms and conditions of notes or securities issued in connection with the relevant issue documentation. All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 15. Delegation of powers. The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company provided that such person must be resident in Luxembourg and carry out any acts pursuant to such appointment from Luxembourg. If the person is a member of the Board (the "Managing Director"), the Board will have to disclose the remuneration of the Managing Director to the General Meeting.

The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions within the Company.

Art. 16. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any two directors, (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power or (iii) the sole signature of the Sole Director (as the case may be). If the Board has appointed a Managing Director, the Company shall be bound towards third parties by the sole signature of the Managing Director, insofar as the daily management and affairs of the Company are concerned.

Art. 17. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and conflicting interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and conflicting interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following General Meeting.

The preceding paragraph does not apply for so long as the Company has a Sole Director. For so long as the Company has a Sole Director, the minutes of the General Meeting shall set forth the transactions entered into by the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has a conflicting interest to the interest of the Company.

The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board or the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 18. Approved statutory auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or more approved statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The approved statutory auditor(s) shall be appointed by the Board in accordance with the Securitisation Act 2004. The Board will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of each year.

Art. 20. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve as required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

The balance shall be distributed to the shareholders, to the fullest extent permitted by law, upon decision of a general meeting of shareholders.

The dividends may be paid in dollar or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

Profits accrued by the Company shall result in an immediate and irrevocable commitment, booked as a deductible item in accordance with article 46 (14) of the Luxembourg act dated 4 December 1967 on income tax, to the investors, including the shareholders, and any other creditors in the Company regardless of the actual date of payment or the accounting of such profits into a reserve account.

Art. 21. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the Sole Shareholder or the General Meeting, as the case may be, adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 22 below.

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting (or the Sole Shareholder, as the case may be) deciding such liquidation.

Such General Meeting (or the Sole Shareholder, as the case may be) shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

The liquidation of a compartment will not affect any other compartment or the Company in general.

Art. 22. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act 1915.

Art. 23. Compartments. The Board shall determine the terms and conditions of any notes or securities issued in connection with a specific compartment of the Company's assets. Each holder of notes and securities shall be bound by the terms and conditions, including any limited recourse, non recourse or subordination provisions, related to the relevant compartment.

The Board shall establish and maintain separate accounting records for each compartment, so as to ascertain the rights of holders of notes or securities issued in relation with each compartment. Such accounting records shall be conclusive evidence of such rights, absent manifest error.

All assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment. If the realised net assets of any compartment are insufficient to pay any amount due to holders of notes or securities linked to that compartment, such holders shall have no claim against the Company for any such shortfall and shall have no claim against any other compartment or any other assets of the Company.

Notwithstanding the foregoing if, following the redemption or repayment in full of the borrowings of the Company attributable to a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to other creditors whose claims have arisen in connection with such borrowings or the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets under such compartment, the Board may use such excess assets to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

Art. 24. Prohibition to petition for the Company's bankruptcy or to seize the Company's assets. In accordance with article 64 of the Securitisation Act 2004, any holder of notes or securities issued by the Company and any creditor or shareholder of the Company agrees that neither them nor any other person acting on behalf of any of them shall be entitled at any time to institute against the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate), its officers or directors, or join in any institution against the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate), its officers or directors, of, any bankruptcy (faillite), liquidation, reprieve from payment (sursis de paiement), controlled management (gestion contrôlée), composition with creditors (concordat préventif de faillite), suspension of payments, reorganisation, arrangement, insolvency, winding-up or liquidation proceedings or for the appointment of a liquidator, administrator or similar official, or other proceedings under any applicable bankruptcy or similar law in connection with any obligations of the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate), save for lodging a claim in the liquidation of the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate) which is initiated by another party or taking proceedings to obtain a declaration or judgment as to the obligations of the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate).

Art. 25. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and the Securitisation Act 2004.

Transitory provisions

The first accounting year begins on the day of the present deed and ends on 31 December 2015. The first annual General Meeting will be held in 2016.

Subscription

The Articles having thus been established, the appearing party, Commercial Real Estate Debt Stichting, has subscribed and entirely paid-up the three hundred and fifty (350) shares issued at nominal value of one hundred dollars (USD 100).

Evidence of the payment of the subscription price of thirty-five thousand dollars (USD 35,000) has been shown to the undersigned notary.

Statement - Costs

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 27 of the Companies Act 1915, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

Resolutions of the sole shareholder

The Sole Shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. the number of directors is set at 3 (three) directors;
2. the following persons are appointed as directors:
 - Mrs. Simone THELEN, Senior Vice President, AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l., born in Eschsur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg on 22 July 1961, with professional address at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;
 - Mrs. Virginie PIERLOT, Counsel, AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l., born in Nancy, France on 24 December 1977, with professional address at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; and
 - Mr. Giovanni CATALDI, Compliance Officer, AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l., born in Pisa, Italy on 25 May 1981, with professional address at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;
3. the terms of office of the members of the Board will expire after the annual General Meeting of the year 2016; and
4. the address of the registered office of the Company is at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Commercial Real Estate Debt Stichting, une fondation (stichting) de droit néerlandais, ayant son siège social à 189 Boulevard Schiphol, 5e étage, 1118 BG, Schiphol, Pays-Bas, immatriculée auprès de la Chambre de Commerce (Kamer

van Koophandel) aux Pays-Bas sous le numéro 64055175, dûment représentée par Me Véronique Pourtier, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 septembre 2015.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte notarié afin d'être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire soussigné de dresser les statuts (the «Statuts») d'une société anonyme sous la dénomination «AB Commercial Real Estate Debt Investor S.A.» qu'elle déclare constituer comme suit:

STATUTS

Art. 1^{er}. Forme et dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination «AB Commercial Real Estate Debt Investor S.A.» remplissant les critères d'une société de titrisation au sens de la loi luxembourgeoise du 22 mars 2004 sur la titrisation, telle que modifiée (la «Loi sur la Titrisation 2004»).

La Société peut avoir un seul actionnaire (l'«Associé Unique») ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute pour cause de décès, suspension des droits civiques, insolvabilité, liquidation ou faillite de l'Associé Unique.

Art. 1^{er}. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg («Luxembourg»). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg sur décision du conseil d'administration de la Société (le «Conseil») ou en cas d'administrateur unique (l'«Administrateur Unique»), sur décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet social de s'engager, de fonctionner et de servir comme véhicule pour toutes opérations de titrisation permise par la Loi sur la Titrisation de 2004, sous réserve de la limite suivante (la «Limite d'Emission»): la Société ne pourra émettre de valeurs mobilières de quelque sorte que ce soit à destination du public plus de trois fois au cours de toute période de douze mois.

La Société peut, entre autres et toujours sous réserve de la Loi sur la Titrisation de 2004, toute autre loi applicable et, en conformité avec une telle loi, la Limite d'Emission et toute convention, tout contrat ou accord auxquels la Société peut être partie:

a) acquérir ou supporter, directement ou par l'intermédiaire d'une autre entité ou d'un autre véhicule, les risques liés à la détention ou propriété de titres, de dépôts structurés, créances et/ou d'autres biens, produits structurés liés à des marchandises ou biens (y compris des valeurs mobilières de quelque nature que ce soit), mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels et/ou des risques liés aux dettes ou engagements de tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers en émettant des valeurs mobilières de quelque nature que ce soit dont la valeur ou le rendement dépendent de ces risques;

b) assumer ou acquérir ces risques en acquérant, par quelque moyen que ce soit, des titres, dépôts, créances et/ou d'autres biens, produits structurés liés à des marchandises ou biens, en garantissant les dettes ou les engagements de tiers ou en s'engageant elle-même d'une autre manière;

c) procéder, dans la mesure où ces opérations ont trait à des opérations de titrisation, à (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de participations, de droits et d'intérêts dans des, et d'obligations de, sociétés luxembourgeoises et étrangères, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription, ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par la vente, l'échange ou de toute autre manière, de titres, d'obligations, de certificats de créances, de titres obligataires et d'autres valeurs mobilières ou instruments financiers de quelque nature que ce soit (y compris de titres obligataires ou de parts émises par des fonds communs de placement luxembourgeois ou étrangers, ou des organismes similaires et des titres échangeables ou convertibles), des produits structurés sur matière premières ou actifs (incluant des titres d'emprunt ou de capital de toute sorte), et de créances, titres ou prêts ou d'autres facilités de crédit (ainsi que des conventions ou contrats y relatifs) ainsi que tout autre type d'actifs, et (iii) la possession, l'administration et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment des actifs mentionnés aux points (i) et (ii) ci-dessus) conformément aux dispositions de la documentation pertinente relative à l'émission;

d) acquérir, détenir ou céder des participations dans des sociétés de personnes (y compris partnerships, et limited partnerships), des fiducies (trusts), des fonds ou d'autres entités;

e) emprunter sous quelque forme que ce soit (y compris par l'émission de titres de créances ou d'obligations, ou de créances) et conclure tout type de contrat de prêt; elle peut procéder à l'émission de titres sous la forme de titres obligataires, d'obligations (y compris des titres échangeables ou convertibles ainsi que des titres liés à un index ou à un panier d'indices

ou d'actions), de certificats de créances, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de bons de souscription et de toute sorte de titres de créance et de titres de participation, y compris dans le cadre d'un ou de plusieurs programmes d'émission;

f) prêter des fonds, y compris le produit de tout emprunt et/ou toute émission de titres, à ses filiales ou sociétés affiliées ou à toute autre société dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation de 2004, à condition que ces emprunts ou ces prêts se rapportent à des opérations de titrisation;

g) consentir des garanties ou octroyer des sûretés sur ses avoirs afin de garantir les obligations qu'elle a assumées pour la titrisation de ces actifs ou au profit d'investisseurs (y compris leur trustee ou représentant, le cas échéant) et/ou de toute entité émettrice participant à une opération de titrisation de la Société;

h) passer, signer et remettre et accomplir toute opération de swap, opération à terme (futures, forwards), opération sur produits dérivés, option, rachat, prêt de titres ainsi que toute autre opération similaire; et

i) sans préjudice de la généralité de ce qui précède, employer toute technique et tout instrument liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris et ce de manière non limitative des techniques et instruments destinés à la protéger des risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et d'autres risques.

Conformément à la Loi sur la Titrisation 2004, le Conseil a le droit de créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société se rapportant à une émission de titres) correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société. Toutes les valeurs mobilières, de quelque sorte que ce soit, émises sur la base d'un compartiment spécifique constituent une émission pour le calcul de la Limite d'Émission.

Sous réserve de la Loi sur la Titrisation 2004, de toute autre loi applicable et de la Limite d'Émission, les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leur sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social de la Société devra couvrir toute opération ou convention conclue par la Société, dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec les objets sociaux énumérés ci-avant.

D'une façon générale, la Société peut prendre toute mesure de surveillance et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile à l'accomplissement et au développement de son objet social de la manière la plus large permise par la Loi sur la Titrisation de 2004.

Art. 4. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à 35.000 USD (trente-cinq mille dollars) représenté par 35.000 (trente-cinq mille) actions nominatives ordinaires d'une valeur nominale de 100 USD (cent dollars) chacune.

Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-dessous.

Art. 5. Actions. Les Actions sont et resteront nominatives.

Un registre d' / des actionnaire(s) sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par chaque actionnaire. Ce registre indiquera le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que les transferts d'actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 6. Transfert d'Actions. Le transfert d'actions se fera par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre de / des actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou en vertu des dispositions applicables au transfert de titres prévu par l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

Il est loisible à la Société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui sera constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Art. 7. Titres de créances. Les titres de créances émis par la Société sous forme nominative (soit les obligations nominatives) ne peuvent en aucun cas être convertis en titres de créances au porteur (soit les obligations au porteur).

Art. 8. Assemblées des actionnaires de la Société. En cas d'Associé Unique, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans les présents Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un seul actionnaire. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées au moyen de procès-verbaux.

En cas de pluralité des Actionnaires, toute assemblée des actionnaires régulièrement constituée de la Société (l'«Assemblée Générale») représente les actionnaires de la Société dans leur ensemble. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, sous réserve des pouvoirs réservés au Conseil.

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit de la municipalité du siège social tel qu'indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée générale, le premier mardi du mois de juin de chaque année à 10h00. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres réunions des actionnaires de la Société peuvent se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les avis de convocation respectifs des réunions.

Tout actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen similaire de communication grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et parler entre elles, (iii) l'assemblée est retransmise de manière continue et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer, et la participation à une assemblée par ces moyens équivaldra à une participation en personne à cette assemblée.

Art. 9. Convocation, quorum, procurations et avis de convocation. Les délais de convocation et le quorum prévus par la loi régiront les convocations aux, ainsi que la conduite des, Assemblées Générales, sauf provision contraire des présentes.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts ou par les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple de ceux qui sont présents ou représentés et votent.

Un Actionnaire peut agir à toute assemblée générale des Actionnaires en désignant une autre personne, Actionnaire ou non, comme mandataire, par écrit, que ce soit en original ou par télécopie, câble, télégramme ou courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote comportent (i) les nom (y compris le prénom), adresse et signature de l'actionnaire, (ii) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (iii) l'ordre du jour tel que décrit dans la convocation et (iv) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque point de l'ordre du jour. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Art. 10. Administration de la Société. Tant que la Société ne compte qu'un Actionnaire Unique, la Société peut être gérée par un Administrateur Unique qui ne doit pas nécessairement être actionnaire de la Société. Toute référence faite au Conseil sera interprétée comme étant faite à l'Administrateur Unique, sauf mention contraire dans les Statuts.

Lorsque la Société compte plus d'un actionnaire, la Société est administrée par un Conseil comprenant au moins trois (3) administrateurs qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la Société. Les membres du Conseil sont élus pour une durée ne pouvant excéder six ans et ils sont rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée membre du Conseil (ci-après, la «Personne Morale»), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui la représentera en tant qu'Administrateur Unique ou membre du Conseil, conformément à la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la «Loi sur les Sociétés de 1915»).

Les administrateurs sont élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société déterminent également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif (ad nutum) et/ou peut être remplacé, à tout moment, par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Art. 11. Réunions du Conseil. Le Conseil doit nommer un président (le «Président») parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil et toute Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil (le cas échéant) nommera un autre président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion concernée.

Les réunions du Conseil seront convoquées par le Président ou deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation de la réunion qui sera à Luxembourg.

Avis de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera brièvement indiquée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés durant la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en version originale, soit par téléfax, câble, télégramme ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant aux lieux et places prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Tout membre du Conseil peut se faire représenter à toute réunion en désignant par écrit soit en version originale, soit par téléfax, câble, télégramme ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, un autre administrateur comme son mandataire.

Un membre du Conseil peut représenter un ou plusieurs de ses collègues lors d'une réunion du Conseil si au moins deux administrateurs sont physiquement présents à la réunion du Conseil. Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil, et sera considéré comme ayant été présent personnellement à ladite réunion, par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion du Conseil peuvent s'entendre les unes les autres et parler les unes avec les autres, (iii) la réunion du Conseil est retransmise en continu et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer, et la participation à une réunion par de tels moyens de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs de la Société est présente ou représentée conformément aux précédents paragraphes à une réunion du Conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ladite réunion. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil peut également être prise par voie circulaire à condition qu'elle soit prise ou signée au Luxembourg. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 12 ne s'applique pas dans le cas où la Société est gérée par un Administrateur Unique.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions adoptées par l'Administrateur Unique sont constatées par procès-verbal écrit conservé au siège social de la Société.

Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil sont signés par le Président ou un membre du Conseil qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux portant sur les résolutions prises par l'Administrateur Unique sont signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le Président, deux membres du Conseil ou l'Administrateur Unique (le cas échéant).

Art. 13. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir ou faire accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, et notamment le pouvoir de transférer, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004, à toute autre loi applicable et à la Limite d'Emission et conformément aux dispositions de la documentation d'émission des titres en question. Tous les pouvoirs non expressément attribués par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le Conseil peut nommer une personne (délégué à la gestion journalière), actionnaire ou non et administrateur ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour toute matière relative à la gestion journalière des affaires de la Société à condition que ladite personne réside au Luxembourg et qu'elle accomplisse les actes en vertu de sa nomination à partir du Luxembourg. Si ladite personne est membre du Conseil (l'«Administrateur-Délégué»), le Conseil devra révéler à l'Assemblée Générale la rémunération de l'Administrateur-Délégué.

Le Conseil peut nommer une personne, actionnaire ou non et administrateur ou non, en tant que représentant permanent pour toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent aura les pleins pouvoirs, mais agira au nom et pour le compte de la Société, et peut engager la Société en sa capacité de membre du conseil d'administration de ladite entité.

Le Conseil est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non afin d'exécuter des missions spécifiques à tous niveaux de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris la gestion journalière) vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux membres du Conseil, (ii) la signature conjointe ou la signature individuelle de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été délégués par le Conseil, mais ce dans les limites des pouvoirs qui leur ont été conférés, ou (iii) la signature individuelle de l'Administrateur Unique (le cas échéant). Si un Administrateur-Délégué est nommé par le Conseil, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de l'Administrateur-Délégué, dans la mesure où la gestion journalière et les affaires de la Société sont concernées.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre opération entre la Société et une quelconque autre société ou entreprise ne sera affecté(e) ou invalidé(e) par le fait qu'un ou plusieurs administrateur(s) ou fondé(s) de pouvoir de la Société aura(i) un intérêt dans, ou sera(i) administrateur(s), actionnaire(s), fondé(s) de pouvoir ou employé(s) d'une telle société ou entreprise.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, uniquement en raison de sa position dans cette autre société ou entreprise, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir sur quelque matière que ce soit en rapport avec ce contrat ou cette autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et opposé dans une quelconque opération de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil de son intérêt personnel et opposé et il ne délibérera pas et ne prendra

pas part au vote sur cette opération, et rapport devra être fait sur cette opération et l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas tant que la Société compte un Administrateur Unique. Tant que la Société compte un Administrateur Unique, le procès-verbal de l'Assemblée Générale indiquera les opérations conclues par la Société et l'Administrateur Unique et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt contraire à celui de la Société.

Les deux paragraphes précédents ne s'appliquent aux résolutions du Conseil ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 17. Réviseur(s) d'entreprises agréé(s). Les comptes de la Société seront contrôlés par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s). Le(s) réviseur(s) sera/seront nommé(s) par le Conseil conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004. Le Conseil déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5 %) qui seront affectés à la réserve requise par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital souscrit de la Société tel qu'il est fixé ou tel qu'il a été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 précité.

Le solde sera distribué aux actionnaires, dans la mesure la plus large permise par la loi, sur décision d'une assemblée générale des actionnaires.

Les dividendes pourront être payés en dollar ou dans toute autre devise choisie par le Conseil et pourront être payés à la date et à l'endroit choisis par le Conseil. Le Conseil peut décider de verser des acomptes sur dividendes selon les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Les bénéfices accumulés par la Société entraîneront un engagement immédiat et irrévocable, inscrit en tant que poste déductible conformément à l'article 46 (14) de la loi luxembourgeoise du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, assumé vis-à-vis des investisseurs, y compris des actionnaires, et de tout autre créancier dans la Société, indépendamment de la date effective de paiement ou de la comptabilisation de ces bénéfices sur un compte de réserve.

Art. 20. Dissolution et liquidation de la Société. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'Associé Unique ou de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour modifier les présents Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s) (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommé(s) par l'Assemblée Générale (ou l'Associé Unique, le cas échéant) décidant de la liquidation.

Cette Assemblée Générale (ou le cas échéant l'Associé Unique) déterminera également les pouvoirs et la rémunération du/des liquidateur(s).

La liquidation d'un Compartiment n'affectera pas le statut de tout autre compartiment ou de celui de la Société dans son ensemble.

Art. 21. Modifications. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps à autre par une Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 22. Compartiments. Le Conseil déterminera les conditions applicables aux valeurs mobilières émises sur la base d'un compartiment déterminé des actifs de la Société. Tout détenteur d'obligations et de valeurs mobilières sera lié par les conditions relatives au compartiment concerné, y compris les dispositions quant aux recours limités, l'absence de recours ou à la subordination.

Le Conseil établira et maintiendra des comptes séparés pour chaque compartiment, de manière à vérifier les droits des détenteurs d'obligations et de valeurs mobilières émises sur la base d'un compartiment. Ces comptes vaudront preuve de ces droits, sauf erreur manifeste.

Tous les actifs affectés à un compartiment sont exclusivement à la disposition des investisseurs de ce compartiment ainsi qu'à celle des créanciers dont les créances sont nées en relation avec la création, le fonctionnement et la liquidation de ce compartiment. Si le produit de la réalisation des actifs d'un compartiment est insuffisant pour payer un montant dû aux détenteurs de valeurs mobilières liées à ce compartiment, ces détenteurs n'auront de recours en raison de cette insuffisance ni contre la Société, ni contre aucun autre compartiment ou actif de la Société.

Nonobstant ce qui précède, si, à la suite du rachat ou du remboursement intégral des emprunts de la Société en relation avec un compartiment et la satisfaction intégrale de toutes les obligations de la Société vis-à-vis des autres créanciers dont les droits sont nés en relation avec ces emprunts ou la création, le fonctionnement ou la liquidation du compartiment en question, s'il subsiste des fonds à l'actif de ce compartiment, alors le Conseil pourra utiliser ces fonds excédentaires pour rembourser les créanciers dont les créances ne sont pas attribuables à un compartiment en particulier.

Art. 23. Interdiction d'assigner la Société en faillite ou de saisir les actifs de la Société. Conformément à l'article 64 de la Loi sur la Titrisation de 2004, tout détenteur d'obligations ou de valeurs mobilières émises par la Société et tout créancier

ou actionnaire de la Société accepte qu'aucun d'eux ou toute autre personne agissant pour le compte de l'un d'entre eux n'est autorisé, à tout moment, d'instituer contre la Société (agissant ou non en relation avec l'un de ses compartiments, le cas échéant), ses dirigeants, ses administrateurs, ou se rallier à l'institution contre la Société (agissant ou non en relation avec l'un de ses compartiments, le cas échéant), ses dirigeants, ses administrateurs, à toute procédure de faillite, liquidation, sursis de paiement, gestion contrôlée, concordat préventif de faillite, suspension des paiements, réorganisation, accord, insolvabilité, liquidation judiciaire ou liquidation ou pour la désignation d'un liquidateur, administrateur ou un agent officiel semblable, ou toute autre procédure en vertu d'une loi applicable sur les faillites ou une loi semblable en rapport avec les obligations de la Société (agissant ou non en relation avec l'un de ses compartiments, le cas échéant), sous réserve d'une action en déclaration de créances lors de la liquidation de la Société (agissant ou non en relation avec l'un de ses compartiments, le cas échéant) qui est initiée par une autre partie ou de la mise en oeuvre de procédure en vue d'obtenir une déclaration ou un jugement portant sur les obligations de la Société (agissant ou non en relation avec l'un de ses compartiments, le cas échéant).

Art. 24. Droit applicable. Toutes les matières qui ne sont pas expressément régies par les présents Statuts seront réglées conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés de 1915 et de la Loi sur la Titrisation de 2004.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et se terminera le 31 décembre 2015. La première assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra en 2016.

Souscription

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, la partie comparante, Commercial Real Estate Debt Stichting, déclare par les présentes qu'il souscrit à trois cent cinquante (350) actions ayant une valeur nominale de cent dollars (100 USD).

Preuve du paiement du prix de souscription de trente-cinq mille euros (35.000 EUR) a été montrée au notaire soussigné.

Déclaration - Dépenses

Le notaire dressant le présent acte déclare que les conditions posées par les articles 26, 26-3 et 27 de la Loi sur les Sociétés de 1915, telle que modifiée, sont remplies et témoigne de leur satisfaction. Le montant, approximativement du moins, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à approximativement mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Résolutions de l'associé unique

L'Associé Unique a adopté les résolutions suivantes:

1. les administrateurs sont au nombre de trois (3);
2. les personnes suivantes sont nommées administrateurs:
 - Mme Simone THELEN, Senior Vice President, AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l., née à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 22 juillet 1961, dont l'adresse professionnelle est située au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;
 - Mme Virginie PIERLOT, Counsel, AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l., née à Nancy, France, le 24 décembre 1977, dont l'adresse professionnelle est située au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; et
 - M. Giovanni CATALDI, Compliance Officer, AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l., né à Pisa, Italie, le 25 mai 1981, dont l'adresse professionnelle est située au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;
3. le mandat des membres du Conseil expirera à l'Assemblée Générale annuelle devant se tenir en 2016; et
4. le siège social de la Société est établi au 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. À la demande de cette même personne comparante et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: V. POURTIER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 11 septembre 2015. Relation: DAC/2015/14783. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): RODENBOUR.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 15 septembre 2015.

Référence de publication: 2015153229/674.

(150168977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2015.

Storm Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 173.699.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015152499/9.

(150166747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

StubHub Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 164.474.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 4 septembre 2015

Conseil de gérance:

L'associé unique prend acte de la démission de M. Stefano Pierantozzi de son poste de gérant, avec effet au 4 septembre 2015.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

StubHub Europe S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015152501/16.

(150166708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Carmosina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 179.231.

Par la présente, je présente ma démission de mon poste de gérante de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Virginia Strelen.

Référence de publication: 2015152715/9.

(150167733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Kali Plus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 152.837.

EXTRAIT

L'assemblée générale annuelle du 26 juin 2015 a renouvelé les mandats:

- des administrateurs

Madame Danielle Schroeder, directeur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse,

Monsieur Antonio Raffa, avocat, demeurant professionnellement à L-1130 Luxembourg, 54, rue d'Anvers,

Monsieur Jean Riwers, administrateur de sociétés, demeurant à L-7653 Heffingen, 72, Um Bél

- et du commissaire aux comptes

FIDEX AUDIT S.à r.l., 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg

jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

KALI PLUS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015152912/20.

(150167599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Carmosina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 179.231.

Par la présente, je présente ma démission de mon poste de gérant de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Erik Johan Schoop.

Référence de publication: 2015152716/9.

(150167733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Cavernet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 112.775.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015152720/9.

(150167948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Centralis Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 160.392.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015152723/9.

(150167911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Labelle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 92.244.

L'an deux mil quinze, le vingt-septième jour de juillet.

Pardevant Nous Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Marco Maria DURANTE, Citoyen italien, né à Turin (Italie) le 24 mars 1962, demeurant à Turin, Via Pietro Micca 15, numéro fiscal italien DRN MCM 62C24 L2190.

ici représentée par Monsieur Denis MORAUX, demeurant professionnellement à Luxembourg, le tout en vertu d'une procuration sous seing privé,

laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante, représentée comme est-dit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

qu'elle est l'actionnaire unique de la société LABELLE S.A. une société anonyme établie et ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 15, Boulevard Roosevelt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 92.244,

constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul HENCKS, notaire de résidence à Luxembourg en date du 28 février 2003; et dont les statuts n'ont à ce jour jamais été modifiés,

qu'elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de faire adopter par la Société la nationalité italienne, et décide de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie en se conformant à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Le changement de nationalité et le transfert du siège ne donnant lieu, ni légalement, ni fiscalement à la dissolution ni à la constitution d'une nouvelle société, le tout sous condition suspensive de l'inscription de la Société en Italie.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de fixer la nouvelle adresse du siège social de la Société à I-10129 TORINO, Via Galliano, 15.

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide de conférer à tout employé de la société FIDUCIAIRE FERNAND FABER avec siège à Luxembourg, tous les pouvoirs pour exécuter les obligations légales de la Société restant à être faites à Luxembourg.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique décide d'accepter la démission avec décharge aux administrateurs actuellement en fonction et du commissaire aux comptes actuellement en fonction, avec effet au jour de la radiation de la société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique décide de nommer la personne suivante en tant que gérant unique de ladite société:

M. Marco Maria Durante, Citoyen italien, né à Turin (Italie) le 24 mars 1962, demeurant à Turin, Via Pietro Micca 15, numéro fiscal italien DRN MCM 62C24 L2190, et de lui conférer tous pouvoirs de gestion de ladite société.

Sixième résolution

L'actionnaire unique décide faire adopter par la société la forme légale de Società a Responsabilità Limitata. (S.r.l.) et décide de modifier en subséquence la dénomination de la société en «LABELLE S.r.l.».

En conformité avec la loi italienne, le montant du capital social de LABELLE s.r.l. sera de minimum trente et un mille euros (EUR31.000,-).

Septième résolution

L'actionnaire unique décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation Italienne et aux dispositions reprises dans les points précédents du présent ordre du jour et de les arrêter en langue italienne conformément à l'annexe I qui restera annexée aux présentes pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

Les nouveaux statuts de la société auront dès lors la teneur suivante:

«STATUTO SOCIALE

Titolo I. Costituzione della società

Art. 1. Denominazione. E' costituita una società a responsabilità limitata sotto la denominazione "LABELLE S.r.l."

Art. 2. Sede sociale e domicilio dei soci. La società ha sede nel Comune di Torino.

L'organo amministrativo ha la facoltà di istituire e di sopprimere filiali, succursali, agenzie ed uffici, sia in Italia che all'estero nonché di trasferire l'indirizzo della sede legale nell'ambito del Comune sopra indicato.

Il domicilio dei soci, per quanto concerne i loro rapporti con la società, è quello risultante dal Registro delle Imprese ovvero quello comunicato, unitamente al numero di telefax e all'indirizzo di posta elettronica, dal socio alla società.

Art. 3. Durata. La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2040 e potrà essere prorogata o anticipata mediante delibera assembleare con le maggioranze richieste per la modifica dello statuto.

Art. 4. Oggetto sociale. La società ha per oggetto le seguenti attività da svolgersi in via alternativa o cumulativa, sia in Italia sia all'estero:

- l'assunzione di partecipazioni (da esercitarsi non nei confronti del pubblico) ed il finanziamento ed il coordinamento tecnico, gestionale e finanziario delle società od enti partecipati;
- l'acquisto, la vendita, la permuta, la locazione, l'assunzione in locazione anche finanziaria e la gestione di terreni e fabbricati, beni immobili e diritti immobiliari in genere;
- la costruzione, la ristrutturazione e l'ammodernamento di beni immobili in genere, sia in proprio sia per conto terzi;
- l'assunzione e la concessione di appalti, subappalti e mandati relativi alla costruzione, ristrutturazione e ammodernamento di beni immobili in genere.

La società potrà inoltre effettuare prestazioni di servizi generali, amministrativi, contabili e commerciali per conto delle società e degli enti partecipati e per conto di terzi.

La società potrà altresì compiere ogni operazione industriale, commerciale, mobiliare, immobiliare e finanziaria - quest'ultima non nei confronti del pubblico - funzionalmente connessa, necessaria od utile per il conseguimento dello scopo sociale; essa potrà contrarre mutui passivi ed aperture di credito, concedere garanzie sia reali che personali, anche a favore di terzi, purché in funzione dell'oggetto sociale.

Tutte le attività devono essere svolte nei limiti e nel rispetto delle norme che ne disciplinano l'esercizio.

Titolo II. Capitale sociale, Partecipazioni e finanziamenti

Art. 5. Capitale sociale. Il capitale sociale è di Euro31.000,00 (trentunoimila virgola zero zero) ed è suddiviso in quote di partecipazione ai sensi di legge.

Oltre al denaro, sono conferibili tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, ivi compresa la prestazione d'opera o di servizi a favore della società. In tal caso sarà necessaria la prestazione di una polizza di assicurazione o di una fideiussione bancaria ai sensi di legge. La polizza di assicurazione o la fideiussione bancaria possono essere sostituite dal socio in qualsiasi momento con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la società.

Art. 6. Aumento del capitale. In caso di aumento del capitale sociale, il diritto d'opzione spettante ai soci potrà essere ceduto solo nei modi previsti dall'articolo 8 del presente statuto.

Il capitale sociale può essere aumentato nei modi previsti dal precedente articolo 5. La delibera di aumento del capitale sociale può prevedere, salvo per il caso di cui all'articolo 2482-ter del Codice Civile, l'esclusione o la limitazione del diritto d'opzione. In tal caso ai soci dissenzienti spetta il diritto di recesso a norma dell'articolo 2473 del Codice Civile.

Art. 7. Riduzione del capitale. Il capitale potrà essere ridotto, nei casi e alle condizioni di legge, secondo le stesse modalità previste per la modifica del presente statuto.

In caso di riduzione del capitale per perdite che incidono sul capitale per oltre un terzo, può essere omesso il deposito presso la sede sociale della documentazione prevista dall'articolo 2482-bis, secondo comma, del Codice Civile in previsione dell'assemblea ivi indicata. I soci hanno comunque diritto a ottenere dalla società, dalla data di convocazione e sino alla data fissata per l'assemblea, copia di detti documenti.

Art. 8. Trasferimento delle partecipazioni. In caso di trasferimento a titolo oneroso sia a soci sia a terzi non soci delle quote di partecipazione, dell'usufrutto, della nuda proprietà o di altro diritto su di esse, a ciascun socio spetterà il diritto di prelazione in proporzione alla quota di partecipazione già posseduta, da esercitarsi nei modi di seguito descritti.

Pertanto il socio che intende trasferire la propria quota di partecipazione dovrà darne comunicazione a tutti gli altri soci risultanti dal Registro delle Imprese mediante lettera raccomandata inviata al domicilio di ciascuno di essi quale risultante ai sensi dell'art. 2; la comunicazione deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento.

I soci destinatari delle comunicazioni di cui sopra devono esercitare il diritto di prelazione per l'acquisto della partecipazione cui la comunicazione si riferisce facendo pervenire al socio offerente la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata da spedirsi entro i trenta giorni successivi al ricevimento della predetta comunicazione.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione al valore nominale della partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato, nei termini e nelle forme di cui sopra, la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, la determinazione del prezzo verrà demandata a un unico arbitro nominato a norma del successivo articolo 29 del presente statuto. Nell'effettuare la sua determinazione l'arbitro dovrà tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali e immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie.

L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

Il trasferimento a titolo gratuito per atto tra vivi delle quote di partecipazione, dell'usufrutto, della nuda proprietà o di altro diritto su di esse è consentito previo gradimento che dovrà essere espresso dai soci con decisione da adottarsi con le modalità di cui all'articolo 12 del presente statuto e le maggioranze di cui all'ultimo comma dell'articolo 16.

Pertanto il socio che intenda trasferire la propria quota di partecipazione a titolo gratuito dovrà comunicare con lettera raccomandata inviata all'organo amministrativo, il quale provvederà senza indugio a convocare l'assemblea dei soci, la proposta di trasferimento, contenente l'indicazione della persona del beneficiario. Qualora entro il termine di trenta giorni dal ricevimento della richiesta di gradimento al socio richiedente non pervenga alcuna comunicazione, il gradimento si intenderà concesso e il socio potrà trasferire la quota di partecipazione. In caso di mancato gradimento, il socio avrà facoltà o di rimanere nella titolarità della quota di partecipazione oggetto dell'ipotizzato trasferimento a titolo gratuito ovvero di recedere dalla società con lettera raccomandata da inviarsi entro trenta giorni dalla comunicazione del mancato gradimento.

Le quote di partecipazione sono liberamente trasmissibili per causa di morte.

In tutti i casi di trasferimento eseguito senza l'osservanza di quanto prescritto, l'acquirente non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli eventuali altri diritti amministrativi.

Art. 9. Finanziamento dei soci. I soci possono fornire alla società i fondi necessari per il conseguimento dell'oggetto sociale con o senza l'obbligo di rimborso secondo le modalità che non configurino raccolta di risparmio tra il pubblico. Gli eventuali finanziamenti saranno fruttiferi o infruttiferi di interessi secondo quanto stabilito nella decisione dei soci.

Titolo III. Decisioni dei soci, Assemblea

Art. 10. Forma delle decisioni. Le decisioni dei soci, salvo quanto previsto al successivo articolo 12, possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

In tali casi le decisioni sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Art. 11. Consultazione scritta e consenso espresso per iscritto. La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli oltre a quelli di cui all'art. 2479 terzo comma del Codice Civile e sue successive modificazioni e integrazioni, purché sia assicurato a ciascun socio il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento, ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione, da parte di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale come previsto all'articolo 10 del presente statuto.

Il procedimento deve concludersi entro trenta giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Art. 12. Assemblea. Nei casi previsti dall'articolo 2479, secondo comma, numeri 4 e 5, del Codice Civile, nel caso di cui all'art. 2482-bis, quarto comma, del Codice Civile ovvero quando lo richiedano uno o più amministratori ovvero un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci sono adottate mediante deliberazione assembleare.

Art. 13. Convocazione dell'assemblea. L'assemblea è convocata a cura dell'organo amministrativo, presso la sede sociale o altrove purché all'interno dell'Unione Europea, con lettera raccomandata o attraverso qualunque altro mezzo idoneo alla dimostrazione dell'avvenuto ricevimento della comunicazione spedita ai soci al domicilio risultante ai sensi dell'art. 2, almeno otto giorni prima della data fissata per l'adunanza.

L'avviso di convocazione deve contenere l'indicazione del giorno, del luogo, dell'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i membri effettivi dell'organo di controllo, sia esso monocratico o collegiale, se nominato, sono presenti o informati della riunione e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento.

Gli amministratori o i membri effettivi dell'organo di controllo, sia esso monocratico o collegiale, quando nominato, non partecipanti personalmente all'assemblea, se informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e intenzionati a non opporsi alla trattazione degli stessi, rilasceranno apposita dichiarazione scritta da conservarsi agli atti della società nella quale dichiareranno di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 14. Assemblea in videoconferenza o teleconferenza. L'assemblea può essere validamente tenuta in videoconferenza o teleconferenza purché ricorrano le seguenti condizioni:

- siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci;
- sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, accertare l'identità delle persone legittimate a presenziare agli altri capi del video, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati delle votazioni
- sia garantita a tutti i partecipanti la possibilità sia di intervenire attivamente e oralmente in tempo reale su tutti gli argomenti all'ordine del giorno, sia di visionare, consultare, ricevere e trasmettere documentazione;
- sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi collegati a cura della società, ove gli aventi diritto potranno affluire.

Verificandosi tali presupposti, l'assemblea si considera convocata nel luogo ove si trovano il presidente e il soggetto (segretario o notaio) verbalizzante.

Art. 15. Presidente e segretario. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione o dall'amministratore più anziano di età (nel caso di nomina di più amministratori con poteri disgiunti o congiunti). In caso di assenza o di impedimento di questi, l'assemblea è presieduta dalla persona designata dagli intervenuti.

Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario, se nominato, o dal notaio.

Art. 16. Quorum costitutivi e deliberativi. L'assemblea è regolarmente costituita, sia in prima sia in seconda convocazione, con la presenza di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta.

Nei casi previsti dall'articolo 2479, secondo comma, numeri 4 e 5, del Codice Civile, l'assemblea delibera, sia in prima sia in seconda convocazione, con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno due terzi del capitale sociale.

Art. 17. Diritto di voto. Il socio è titolare del diritto di voto ed è legittimato al suo esercizio in assemblea in base alla sua iscrizione al Registro delle Imprese, salvo quanto previsto all'art. 8 che precede.

Il socio avente diritto di intervento nell'assemblea può farsi rappresentare da altra persona, anche non socio, con delega scritta.

Ogni socio ha diritto ad un voto. Il voto del socio vale in misura proporzionale alla sua quota di partecipazione al capitale sociale.

Titolo IV. Amministrazione

Art. 18. Amministrazione. La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede di nomina, da un amministratore unico o da un consiglio di amministrazione composto da un minimo di due a un massimo di cinque membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina, oppure da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti o da esercitarsi a maggioranza.

Gli amministratori possono essere anche non soci.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un consiglio di amministrazione.

Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina e sono rieleggibili.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Art. 19. Consiglio di amministrazione. Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente e uno o più vice presidenti.

Le decisioni del consiglio di amministrazione, salvo quanto previsto al successivo articolo 22, possono essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

La procedura di consultazione scritta, o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, fermo quanto disposto all'art. 2475 quarto comma del Codice Civile e sue successive modificazioni e integrazioni, purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione. La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori. Il procedimento deve concludersi entro dieci giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Le decisioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica e devono essere trascritte senza indugio nel relativo libro delle decisioni.

La relativa documentazione è conservata dalla società.

Art. 20. Riunioni del consiglio. Nei casi previsti dalla legge, ovvero quando lo richiedano uno o più amministratori, le decisioni del consiglio di amministrazione devono essere adottate mediante deliberazione collegiale.

In tal caso il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori, ai membri effettivi dell'organo di controllo e/o al revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

Il consiglio si riunisce presso la sede sociale o altrove, purché all'interno dell'Unione Europea.

Le riunioni del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica e tutti i membri effettivi dell'organo di controllo sia esso monocratico o pluripersonale, se nominato.

Le riunioni del consiglio di amministrazione possono validamente tenersi anche per videoconferenza o teleconferenza purché siano soddisfatte le condizioni di cui al precedente articolo 14.

Le deliberazioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto della maggioranza dei suoi membri in carica.

Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario, se nominato, che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 21. Poteri e rappresentanza. Salvo limitazioni disposte all'atto della nomina, l'organo amministrativo ha tutti i poteri sia per l'ordinaria sia per la straordinaria amministrazione della società, senza eccezione alcuna, salvo quanto è per legge riservato alla competenza esclusiva dei soci.

Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare, nei limiti di legge, proprie attribuzioni a un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, ovvero a uno o più dei suoi componenti, anche disgiuntamente. In questo caso si applicano le disposizioni contenute nell'articolo 2381, terzo, quinto e sesto comma, del Codice Civile.

Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, quinto comma, del Codice Civile.

Nel caso di nomina di più amministratori, al momento della nomina i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente, disgiuntamente o a maggioranza, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiunta e altri in via congiunta, sempre fermo il disposto dell'art. 2475 ultimo comma del Codice Civile.

La rappresentanza legale della società e la firma sociale spettano all'amministratore unico, al presidente del consiglio di amministrazione e ai singoli consiglieri delegati, se nominati, nell'ambito delle funzioni loro delegate.

Nel caso di nomina di più amministratori, la rappresentanza della società spetta agli stessi congiuntamente o disgiuntamente, con le stesse modalità con le quali sono stati attribuiti in sede di nomina i poteri di amministrazione.

Le sanzioni derivanti da violazioni tributarie commesse dagli amministratori nell'esercizio delle funzioni a essi delegate sono assunte dalla società, in conformità e nei limiti delle vigenti disposizioni di legge.

Art. 22. Remunerazione degli amministratori. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal consiglio di amministrazione al momento della nomina.

Titolo V. Organo di controllo e revisione legale dei conti

Art. 23. Organo di controllo e revisore. Ricorrendone i presupposti di legge o qualora lo ritengano opportuno, i soci nominano un organo di controllo, monocratico o collegiale secondo quanto stabilito all'atto delle nomina, provvedendo altresì a determinarne i compensi e, qualora l'organo di controllo abbia composizione collegiale, a nominarne il presidente.

Salvo diversa disposizione di legge, i soci possono prevedere che la revisione legale dei conti, se prevista dalla legge, sia esercitata dall'organo di controllo che deve essere in tal caso interamente composto da revisori legali iscritti nell'apposito registro.

Nel caso in cui la revisione legale dei conti non sia esercitata dall'organo di controllo, l'assemblea, su proposta motivata dell'organo di controllo stesso, conferisce l'incarico a un revisore legale o a una società di revisione legale e determina il relativo corrispettivo per l'intera durata dell'incarico e gli eventuali criteri per l'adeguamento di tale corrispettivo durante l'incarico.

L'incarico dell'organo di controllo e del revisore ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

Titolo VI. Esercizi sociali, Utili e diritto di recesso

Art. 24. Esercizi sociali. L'esercizio sociale chiude il 31 dicembre di ogni anno.

Il bilancio di esercizio è presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio ovvero, qualora la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato o ricorrano particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della società, entro centottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio.

Art. 25. Ripartizione degli utili. Gli utili netti di esercizio, destinato il cinque per cento di essi alla riserva legale fino a che questa non raggiunga l'importo di legge, sono destinati secondo quanto previsto dalla decisione dei soci relativa all'approvazione del bilancio.

Art. 26. Diritto di recesso. Ogni socio ha diritto di recedere dalla società nei casi inderogabili e secondo le modalità previsti dalla legge e dal presente statuto.

Nei casi previsti dall'articolo 2473, primo comma, del Codice Civile, la comunicazione di recesso dovrà pervenire all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata inviata entro trenta giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci, della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente e del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società.

La liquidazione della quota di partecipazione del socio receduto dovrà avvenire entro centottanta giorni dalla comunicazione di cui sopra, nei modi previsti dalla legge.

In caso di disaccordo sul valore di liquidazione della quota, si provvederà ai sensi dell'articolo 2473, terzo comma, del Codice civile.

Titolo VII. Titoli di debito

Art. 27. Titoli di debito. La società può emettere, nel rispetto delle disposizioni di legge in materia, titoli di debito con decisione dell'organo amministrativo. In caso di consiglio di amministrazione o di amministrazione plurima non collegiale, la decisione è assunta con il voto favorevole dei due terzi degli amministratori in carica. La decisione deve indicare le condizioni del prestito, le caratteristiche dei titoli e le relative modalità di rimborso.

TITOLO VIII. Disposizioni finali

Art. 28. Scioglimento e liquidazione. Lo scioglimento e la liquidazione della società avranno luogo nei casi previsti dalla legge.

Lo scioglimento anticipato volontario è deliberato dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

Nel caso di cui al precedente comma, nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'articolo 2484 del Codice Civile o da altre disposizioni di legge, l'assemblea, ai sensi e per gli effetti dell'articolo 2487 del Codice Civile, nominerà uno o più liquidatori, determinandone i poteri e gli eventuali compensi.

Art. 29. Clausola compromissoria. Qualunque controversia insorgente tra i soci, ovvero tra i soci e la società, ivi comprese le controversie relative alla validità delle deliberazioni assembleari nonché le controversie promosse da amministratori, liquidatori, membri dell'organo di controllo, se nominato, ovvero nei loro confronti, aventi a oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale ad eccezione delle controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero, sarà devoluta ad un arbitro unico.

L'arbitro sarà nominato dal presidente del Consiglio dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Torino entro quarantacinque giorni dal deposito dell'istanza di nomina da parte dell'interessato più diligente.

In difetto di nomina entro tale termine, l'arbitro sarà nominato dal Presidente del Tribunale di Torino su istanza della parte interessata più diligente.

La modifica, ovvero la soppressione della presente clausola compromissoria dovrà essere approvata all'unanimità dei soci rappresentanti l'intero capitale sociale.

Art. 30. Rinvio. Per quanto non previsto dal presente statuto si fa riferimento alle norme di legge in materia.”

Huitième résolution

L'actionnaire unique décide de conférer tous pouvoirs à Mr Marco Maria Durante, préqualifié, pour représenter dorénavant la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en Italie à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'inscription de la Société en Italie.

Neuvième résolution

L'actionnaire unique décide d'attribuer tous pouvoirs à tout cleric de l'Etude de Notaire au Luxembourg à l'effet de radier l'inscription de la société au Grand-Duché de Luxembourg, sur base de la preuve de l'inscription de la société auprès du Registre des Sociétés en Italie.

Condition suspensive

Les deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième résolutions sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société en Italie.

Déclaration en matière de blanchiment

L'associé unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de DEUX MILLE CINQ CENT euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire

Signés: D. MORAUX, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 30 juillet 2015. Relation: 2LAC/2015/17480. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 14 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152945/351.

(150167845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2015.

R.A. Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 692.544,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.769.

En date du 03 septembre 2015, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de monsieur Johannes Laurens de Zwart, de son poste de gérant avec effet au 14 août 2015;

- Nomination de madame Andrea Smekalova, née à Trencin, Slovaquie, le 10 octobre 1984, ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant avec effet au 15 août 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R.A. Investment Management S.à r.l.

TMF Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015152436/18.

(150166964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Property Project Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.174.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement des actionnaires de la société, tenue en date du 3 septembre 2015, que

L'assemblée a pris note de la démission de Madame Valérie STRECKER de son poste d'administrateur.

L'assemblée a pris note de la démission de Madame Eva RODICK de son poste d'administrateur.

L'assemblée a décidé de diminuer le nombre des administrateurs de trois (3) à un (1).

Le conseil d'administration se compose comme suit:

Monsieur Seymour AHMADOV, administrateur-unique demeurant professionnellement au 25C, boulevard Royal L-2449 Luxembourg. Il pourra engager la société par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2015.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015152430/20.

(150167258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Patron Reform C.E. Servicing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: PLN 59.500,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 100.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2015152406/10.

(150167197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.
